DOSSIERS CAMPS

NAZISME

ASBL TERRITOIRES DE LA MEMOIRE

Clés

Les Territoires de la Mémoire asbl, 2015
Boulevard de la Sauvenière 33-35
4000 Liège
accueil@territoires-memoire.be
www.territoires-memoire.be

Coordination éditoriale : Julien Paulus (service Études et Éditions)
Auteurs : Nicolas Kurević, Déborah Colombini, Laëtitia La China (service Pédagogique)
Mise en page : Erik Lamy , Arnaud Leblanc (service Communication)
Éditrice responsable : Dominique Dauby, présidente
Dépôt légal : D/2015/9464/6

Retrouvez les dossiers camps des Territoires de la Mémoire asbl
sur www.territoires-memoire.be/dossierscamps

Nazisme

Table des matières

1. Le contexte historique 9

L'Allemagne après 1918 11

La légende du coup de poignard dans le dos *11*

Une tradition démocratique peu ancrée *11*

Un contexte économique et politique difficile *12*

L'idéologie völkisch *12*

La menace communiste *13*

La montée des autoritarismes en Europe 13

La Seconde Guerre mondiale 15

Le chemin de la guerre et le déclenchement des hostilités *15*

La « guerre-éclair » (Blitzkrieg) et l'offensive contre la France *15*

L'offensive contre la Grande-Bretagne *16*

Le reste du monde *16*

Le déclin *16*

Les débarquements *16*

Les défaites allemande et japonaise *16*

2. Hitler et le parti nazi 19

Adolphe Hitler 20

3. L'idéologie nazie 23

Le racisme comme système ou l'État raciste 24

Le danger du « judéo-bolchevisme » 24

La conquête d'un « espace vital » ou la théorie du Lebensraum 24

L'exaltation de la force 25

Le rejet de la démocratie 25

Le sexisme 25

4. La propagande nazie 27
Le culte de la personnalité 28
L'Homme nouveau 29
L'art dégénéré 29
5. Les résistances en Europe 31
Les formes de résistance 33
Géopolitique des résistances en Europe 33
Le front de l'Est *33*
L'Europe occidentale *33*
Les Balkans *34*
Les pays de l'Axe *34*
Pourquoi s'engage-t-on ? 35
Les différentes formes de la Résistance 36
Remarque préalable sur la structuration des organisations de résistance *36*
La résistance armée *36*
Les services de renseignements et d'action *37*
La presse clandestine *37*
La résistance civile *37*
Les réfractaires *37*
Quelques résistants et réseaux de résistance célèbres 38
En Allemagne *38*
Les difficultés à développer et maintenir l'opposition au nazisme *38*
La Rose blanche (Weisse Rose) *38*
Claus von Stauffenberg et l'opération Walkyrie *39*
En Belgique *39*
Les mouvements de résistance en France *41*

6. Le système concentrationnaire 43
Les camps de concentration 45
Périodisation *45*
Population *46*
Organisation *46*
Les expériences médicales *49*
L'extermination : de l'euthanasie aux génocides 50
Les centres d'euthanasie *50*
Les ghettos *51*
Les camps d'extermination *53*
Les camps mixtes : Auschwitz-Birkenau et Lublin-Maïdanek *56*
La Résistance dans les camps et la résistance à la Shoah 58
7. La libération des camps 61
8. Les Procès du nazisme 65
Procès de Nuremberg 66
Crimes de guerre et poursuites judiciaires en Allemagne : quelques repères 67
En France 68
9. Glossaire 71
10. Crédits photographiques 79
11. Bibliographie sélective 85

1. Le contexte historique[1]

1 Ce chapitre a été rédigé sur base des ouvrages suivants : ALY G., *Comment Hitler a acheté les Allemands*, Flammarion, Paris, 2005 ; ANGEL P., *Hitler et les Allemands*, Éditions Sociales, Paris, 1982 ; BOVY D., *Dictionnaire de la barbarie nazie et de la Shoah*, coll. « Voix de la Mémoire », Luc Pire/Les Territoires de la Mémoire, Bruxelles/Liège, 2007 ; GROSSER A. (sous la direction de), *Dix leçons sur le nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1984 ; KERSHAW I., *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, coll. « NRF Essais », Gallimard, Paris, 1995 ; MOSSE George L., Les racines intellectuelles du IIIe Reich. La crise de l'idéologie allemande, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2006 ; FERRO M., *Dix questions sur la IIe Guerre mondiale,* Casterman, Paris, 1993 ; *Larousse de la Seconde Guerre mondiale,* sous la dir. de QUETEL C., Larousse-Mémorial de Caen, Paris-Caen, 2004.

L'Allemagne après 1918

L'Allemagne sort particulièrement meurtrie de la Première Guerre mondiale. Certes, la plupart des grands pays européens ont payé un lourd tribut dans ce conflit insensé, mais l'Allemagne a en outre le tort de figurer comme la grande perdante et la principale responsable de cette déflagration qui a déchiré l'Europe. Elle se voit donc forcée de subir la loi des vainqueurs et de payer pour les dégâts considérables. Ses colonies lui sont confisquées et redistribuées aux puissances alliées, de lourdes sanctions financières lui sont imposées, le réarmement de son armée lui est interdit. Le Traité de Versailles entérine ces sanctions le 28 juin 1919 : l'Allemagne est humiliée. La situation économique, déjà calamiteuse en raison de l'effort de guerre, se dégrade encore ; le peuple allemand est ruiné et beaucoup ruminent des désirs de revanche. Très vite, la république mise en place à la fin de la guerre, appelée la République de Weimar, cristallise contre elle tous les mécontentements nés de la défaite. De nombreuses tentatives de coups d'État paramilitaires ont lieu ; la tentation du régime fort est grande au sein d'une partie de la population qui se met à espérer l'avènement d'un « sauveur de l'Allemagne » et qui ne croit pas dans les institutions démocratiques mises en place par la République. Le nouveau régime, à tort ou à raison, est le plus souvent perçu comme un milieu d'affairistes corrompus, plus préoccupés par des considérations de pouvoir personnel que du bien-être du peuple. Ce contexte ne peut qu'amener une frange importante de l'opinion à se radicaliser et à se tourner vers des idéologies politiques extrêmes. C'est ainsi que, tour à tour, l'extrême droite et l'extrême gauche tenteront de tirer les marrons du feu et constitueront progressivement deux blocs antagonistes dans leur tentative de récupération idéologique du mécontentement populaire.

Manifestation en Allemagne d'opposants au Traité de Versailles.

Plusieurs éléments vont amener inexorablement la République de Weimar à sa perte et, parallèlement, à la montée irrésistible d'un groupuscule devenu parti politique : le *National-Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei* (NSDAP) ou parti « NAZI ».

La légende du coup de poignard dans le dos

Caricature de 1919

La République de Weimar est le produit d'une révolution qui a lieu en Allemagne lors des tout derniers jours de la guerre : la révolution de novembre. Un mouvement de mutinerie fomenté par l'équipage de deux navires de guerre provoque l'étincelle qui met le feu aux poudres : civils, ouvriers, ainsi qu'un certain nombre de soldats, exténués par une guerre qu'ils sont en train de perdre, organisent une révolte qui met fin au régime du Kaiser et institue, le 9 novembre 1918, une démocratie parlementaire en Allemagne. Deux jours plus tard, l'Armistice est signé.

Cette révolte est rapidement interprétée dans les milieux de droite dure, nationale et conservatrice comme la raison principale de la défaite allemande. Occultant le fait que l'armée du *Reich* reflue alors de partout, ces milieux assimilent la République de Weimar à l'Armistice honteux de 1918. Ainsi naît la « Légende du coup de poignard dans le dos » (*Dolchstosslegende*) : l'armée allemande ne perd pas la guerre pour des raisons militaires, mais à cause d'une trahison d'une certaine société civile de gauche qui, en se révoltant, prive l'Allemagne de sa victoire. L'humiliation de la défaite s'efface devant la dénonciation d'un « coup de poignard dans le dos ». Cette légende est, bien entendu, habilement exploitée par Hitler et ses comparses pour discréditer le pouvoir en place.

Au populisme et à la démagogie de la légende, les nazis ajoutent une dimension antisémite fondamentale : la situation catastrophique de l'Allemagne de l'après-guerre est avant tout le fait des Juifs.

Une tradition démocratique peu ancrée

En 1918, l'Allemagne est un jeune pays qui n'a pas encore vécu de transition démocratique. L'unification allemande ne date alors que d'une cinquantaine d'années et le pays, depuis le règne de Guillaume Ier et Bismarck, n'a connu qu'un régime impérial et autoritaire par lequel le Chancelier n'avait de compte à rendre qu'à l'empereur. Le parlementarisme n'existait pas, le parlement n'étant considéré que comme une simple « chambre d'enregistrement »

des décisions prises par un gouvernement aux ordres du Chancelier.

La transition, après la révolution de novembre, vers un régime démocratique moderne constitue donc un changement considérable par rapport à la perception que le peuple allemand avait du pouvoir. La république, par contraste, apparaît à beaucoup comme un régime faible, peu fiable et incapable de faire face aux problèmes sensibles de la population. Et, en effet, la république de Weimar n'arrivera jamais réellement à s'imposer comme une alternative crédible à l'empire, notamment de par le morcellement du paysage politique qui rend toujours extrêmement difficile l'émergence d'une majorité stable. Cette situation est souvent perçue comme un vaste marchandage entre partis désireux de se partager des miettes de pouvoir. Par ailleurs, les piliers du régime impérial (haute magistrature, officiers militaires, universitaires) restent pour la plupart en place et ne manifestent guère d'enthousiasme à l'endroit du nouveau régime. L'élite de la société est donc plutôt nostalgique du passé, conservatrice et réactionnaire. Enfin, la république de Weimar conserve aux yeux d'un grand nombre d'Allemands cette image de « régime de la défaite ».

Toutes ces raisons contribuent, chacune à leur niveau, à fragiliser les institutions de Weimar et à favoriser les discours et idéologies extrêmes. La république n'aura jamais de réelle occasion d'affirmer sa crédibilité face à la nostalgie d'un régime fort et autoritaire seul capable, aux yeux de beaucoup, de sortir l'Allemagne du marasme dans lequel la défaite de 1918, mais aussi la grande dépression économique de 1929, l'avait plongée. Si bien que dès 1930, celle-ci est déjà en état de quasi-mort politique.

Un contexte économique et politique difficile

Au sortir de la guerre, l'Allemagne est au bord de la ruine. L'effort de guerre a été colossal, les pertes (humaines et matérielles) sont énormes et le niveau vie de la population est en chute libre. À cela s'ajoutent les sanctions imposées au pays par les puissances victorieuses :

> « Le *Reich* est amoindri par les guerres et la défaite, amputé d'un huitième de son territoire et d'un dixième de sa population. Il est privé de gisements miniers importants, de toutes ses colonies, de ses investissements à l'étranger, de ses positions sur le marché mondial. Les « réparations » grèvent l'économie. La production marche au ralenti. L'emploi est mal assuré[2]. »

La population vit des moments difficiles : la viande et l'emploi se font rares ou de piètre qualité, l'inflation galope et le cours du Mark s'effondre. À l'exception notable de quelques grands industriels qui profitent de la situation pour concentrer entre leurs mains de véritables empires, les années qui suivent directement la fin de la guerre (1918-1924) sont particulièrement dures pour la majorité des Allemands. En outre, du point de vue politique, l'instabilité est totale : de nombreuses tentatives de coups d'État éclatent (dont celle de Hitler à Munich en 1923), des Corps Francs (*Freikorps*, milices paramilitaires de droite) se sont constitués, ajoutant au chaos dans lequel le pays semble plonger[3].

1923. L'inflation donne de nouvelles idées de jeux aux enfants allemands : la pyramide de billets de banque.

Si la situation tend à se stabiliser à partir de 1924, l'embellie sera de courte durée. La crise de 1929 frappe de plein fouet une Allemagne économiquement et politiquement encore fragile. Le parti nazi est le principal bénéficiaire de cette situation : de mai 1928 à septembre 1930, le score du NSDAP aux élections législatives passe de 2,6 à 18,3%. L'engrenage est enclenché.

L'idéologie völkisch

Le terme *völkisch*, comme beaucoup de concepts de langue allemande, est difficilement traduisible en français. Il s'agit avant tout d'un courant de pensée, une idéologie qui définit le peuple (*Volk*) comme une entité biologique et spirituelle homogène. Dans ce cas-ci, c'est évidemment du peuple allemand dont il est question. Ce mouvement est né au XIXe siècle, dans le prolongement du romantisme idéaliste et par opposition au rationalisme des Lumières. Il se caractérise par une image idéalisée du peuple dans son rapport mystique à l'« essence » de la nature, à la terre et son enracinement dans les traditions, héritage du passé glorieux, qui forgent son identité.

L'idéologie *völkisch* ne tarde pas à devenir très populaire dans le monde germanique et est sans nul doute un moteur puissant pour l'unification allemande. En outre, dans une Allemagne subitement confrontée à la révolution industrielle et à l'individualisme libéral bourgeois naissant,

2 ANGEL P., *Hitler et les Allemands*, Éditions sociales, Paris, 1982, p. 71.
3 Les Corps Francs seront toutefois dissous en 1921.

l'idée d'un peuple uni en une communauté spirituelle homogène constitue un point de cristallisation pour une société soudain en manque de repères identitaires face aux réalités économiques et financières (pangermanisme). Le dérapage est toutefois rapide : courant de pensée en opposition à la modernité, l'idéologie *völkisch* intègre très vite des éléments issus des théories racistes en vogue dans la seconde moitié du XIXe siècle. Le *Volk*, incarnation de l'âme et de l'esprit allemand, est dès lors assimilé à une race, belle et supérieure, en lutte contre les forces hostiles, caricaturalement incarnées par le Juif capitaliste et corrupteur. L'assimilation progressive des Juifs dans les sociétés européennes est perçue comme une menace par les penseurs *völkisch* : à leurs yeux, cette assimilation ne peut que constituer une tentative de corruption de la pureté du *Volk*.

Après la Première Guerre mondiale, le discours *völkisch* acquiert une dimension politique. Profitant du climat de désespoir suscité par la défaite, de nombreux petits partis nationalistes se revendiquent de cette tendance qui, à nouveau, agit comme un point de repère auprès d'un peuple allemand déboussolé. Parmi ces partis, le NSDAP (parti nazi) s'impose progressivement comme la référence *völkisch* par excellence et son leader, Adolf Hitler, comme le guide providentiel capable de mener vers son grandiose destin un *Volk* purifié des éléments corrupteurs qui l'affaiblissent.

La menace communiste

Au lendemain de la défaite, l'Allemagne se voit confrontée à la peur du communisme. La révolution soviétique de 1917 en Russie inspire, dans les rangs des élites et de la bourgeoisie, la crainte d'une contamination bolchévique. Cette crainte est d'autant plus forte que, dès avant l'Armistice et dans les premiers mois de l'après-guerre, plusieurs mouvements d'inspiration marxiste, comme la Ligue spartakiste de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, appellent à la révolution et la constitution de « conseils ouvriers ». Des troubles éclatent : grèves, manifestations, combats et répressions émaillent la première année d'existence de la République de Weimar. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés le 15 janvier 1919 ; quant aux différentes « républiques des conseils » qui avaient vu le jour (notamment à Munich et à Brême), elles sont violemment écrasées par l'armée, avec l'appui des Corps francs.

Les élites allemandes, héritières de l'Empire wilhelminien, voient donc le communisme comme un péril concret et proche. La tentation est dès lors toujours grande auprès des grands industriels et propriétaires terriens, mais aussi de la petite et grande bourgeoisie, de se prémunir de ce danger par l'avènement d'un régime fort porté par les courants nationalistes et conservateurs. Au lendemain du krach de 1929, alors que la crise faisait renaître la crainte d'une révolte populaire de gauche, le discours du parti nazi, anti-communiste mais s'adressant aussi aux ouvriers, finit par devenir une alternative acceptable pour les élites. Si bien qu'à l'aube de 1933, la perspective d'appeler Hitler au poste de Chancelier commence à faire l'unanimité chez des conservateurs persuadés de pouvoir par la suite maîtriser ce « trublion de la politique ».

La montée des autoritarismes en Europe

À la sortie de la Première Guerre mondiale, de nombreux pays d'Europe voient apparaître des mouvements politiques d'un type nouveau. Ces mouvements ont tous en commun une volonté d'en finir avec la société dite libérale qu'ils estiment « en faillite » ; cela implique donc pour eux de supprimer la démocratie parlementaire, réorganiser l'État de manière autoritaire, régénérer et apurer le corps social, bref, créer une société et un Homme nouveaux.

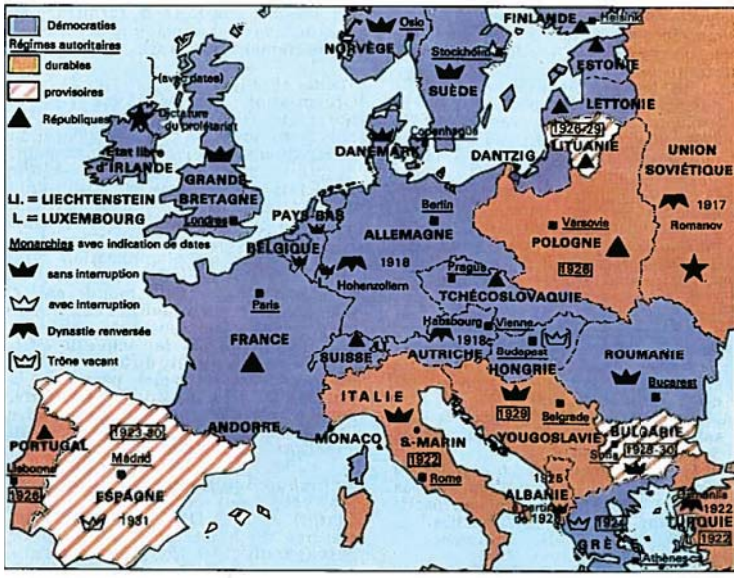
Cette nouvelle approche, plus violente, plus brutale, de la politique finit par accéder au pouvoir dans certains pays. En février 1917, la Russie tsariste est balayée par une révolution qui, après quelques mois, voit le parti bolchévique s'emparer du pouvoir et transformer radicalement le pays en même temps qu'il va bouleverser l'Histoire. Cinq ans plus tard, en Italie, Mussolini, chef des milices fascistes, est nommé président du Conseil par le roi Victor-Emmanuel III suite à sa menace de faire marcher ses partisans sur Rome. En l'espace de quelques années, deux régimes, antagonistes politiquement mais qui partagent une même volonté de révolution nationale et sociale, voient le jour en Europe. Issus des ruines d'un continent brisé par la Première Guerre mondiale, fascisme et communisme se retrouvent dans une même volonté révolutionnaire d'en finir avec une société qu'ils estimaient « en faillite ».

En janvier 1933, c'est au tour de l'Allemagne, étranglée par la crise économique de 1929, de voir un parti autoritaire accéder au pouvoir. Le chef du parti nazi, Adolf Hitler, est invité par les autres partis de droite à prendre les rênes du pays et à former un gouvernement. Il ne faudra que deux mois aux nazis pour s'assurer les pleins pouvoirs, détruire la plupart des outils de la jeune démocratie allemande et imposer une dictature brutale.

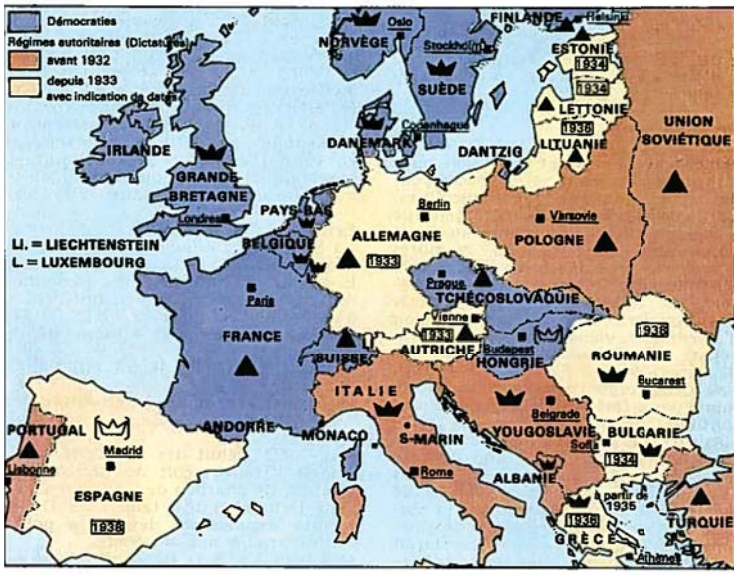
En juillet 1936, le gouvernement républicain espagnol démocratiquement élu est confronté à un coup d'État militaire, mené par plusieurs généraux animés par une idéologie proche du fascisme et désireux de réinstaurer un régime de type autoritaire. Le coup d'État échoue et dégénère en une guerre civile qui sera considérée par les historiens comme une « répétition générale » avant la Seconde Guerre mondiale. En effet, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste apportent un soutien diplomatique et militaire aux troupes rebelles, tandis que la Russie communiste, ainsi que de nombreux volontaires issus de plusieurs démocraties européennes prêtent main-forte au gouvernement républicain. Ce conflit, incroyablement violent et meurtrier, dure jusqu'en 1939. Les troupes républicaines, affaiblies par un approvisionnement difficile, laminées par des conflits internes, perdent progressivement du terrain. Le 1er avril 1939, après la chute de Madrid, le général Franco, chef des troupes rebelles, annonce que la guerre est finie et qu'il prend le pouvoir. L'Espagne entre dans une période de dictature qui ne cessera qu'avec la mort de Franco en 1975.

La montée un peu partout en Europe de ces mouvements politiques violents et antidémocratiques est sans nul doute une des causes du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

414 L'entre-deux-guerres/Crise de la démocratie



Les régimes démocratiques (1919-1933)



Les régimes autoritaires (1933-1939)

L'entre-deux-guerres/Crise de la démocratie.

La Seconde Guerre mondiale

Le chemin de la guerre et le déclenchement des hostilités

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne connaît de graves difficultés : humiliée par le Traité de Versailles qui l'empêche d'élever une armée et lui impose de réparer les dommages causés pendant la guerre, elle souffre aussi grandement des conséquences du krach de 1929. Ainsi, en juillet 1932, partagés entre leur sentiment d'humiliation et leurs difficultés liées à la crise économique, 37,3 % des Allemands votent pour le parti nazi et, le 30 janvier 1933, Hitler est nommé chancelier.

Désireux de rendre à l'Allemagne toute sa grandeur, Hitler mène une politique étrangère agressive. Il projette en réalité de rassembler tous les peuples de culture germanique au sein d'un seul et unique Empire : le IIIe *Reich*. Aussi, à partir de 1935, rompt-il définitivement avec le Traité de Versailles ; il reconstitue en effet rapidement une grande armée, envoie ses troupes dans la Rhénanie démilitarisée (1936), annexe l'Autriche (Anschluss – 1938), s'empare des Sudètes (1938) et signe, en 1939, d'une part une alliance militaire avec l'Italie (Pacte d'Acier) et, d'autre part un accord de non-agression avec l'URSS (Pacte germano-soviétique).

Les Puissances de l'Axe.

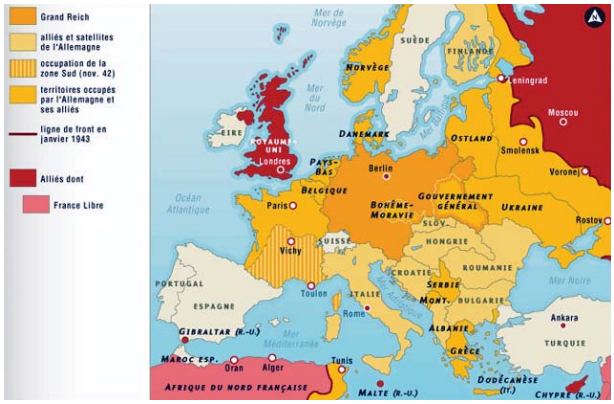
Étonnamment, ni La France, ni la Grande-Bretagne, ni la Société des Nations ne réagit jusqu'alors aux provocations allemandes. La Première Guerre mondiale est encore dans toutes les mémoires. Français et Britanniques cherchent donc à éviter un nouveau conflit. Mais, lorsque, le 1er septembre 1939, Hitler envahit la Pologne afin de récupérer le couloir de Dantzig, les deux alliés d'hier ne tergiversent plus : deux jours plus tard, ils déclarent la guerre à l'Allemagne.

La « guerre-éclair » (Blitzkrieg) et l'offensive contre la France

Dès l'ouverture des hostilités, Berlin adopte une stratégie visant à frapper l'ennemi par surprise, vite et fort. C'est « la guerre éclair ». Supposant une grande mobilité, cette tactique de guerre est rendue possible grâce à une aviation massive, une infanterie motorisée, des troupes aéroportées, des chars rapides et une transmission radioélectrique efficace. Ainsi la Pologne est-elle écrasée en moins d'un mois.

Jusqu'au printemps 1940, alors que l'on se bat dans l'océan Atlantique, chacune des parties mène, sur terre, une stratégie défensive : la France campe effectivement derrière la ligne Maginot tandis que l'Allemagne, elle, reste derrière la ligne Siegfried. Au cours de cette période, communément appelée « drôle de guerre », les adversaires s'observent…

En avril 1940, Hitler lance une offensive : il envahit la Norvège et le Danemark. Pour protéger la population civile, le gouvernement danois capitule en échange d'une indépendance pour les questions de politique intérieure. Quant aux Norvégiens, ils résistent jusqu'à la mi-juin. Envahis à leur tour, les Pays-Bas, la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, dont la neutralité est internationalement reconnue, déposent, eux aussi, rapidement les armes.



L'Europe en 1943.

Bientôt, le 10 juin 1940, Rome se joint à Berlin et déclare la guerre à la France qui, par la main du maréchal Pétain, signe un armistice et accepte alors de collaborer avec les nazis.

L'offensive contre la Grande-Bretagne

Suite à la capitulation française, la Grande-Bretagne, emmenée par Winston Churchill, combat seule pendant une année. Hitler tente alors d'envahir l'île en lançant une offensive aérienne, mais la Royal Air Force (R.A.F) l'emporte et inflige aux Allemands d'énormes pertes. Ainsi, cet échec brise-t-il l'espoir allemand de sortir rapidement victorieux de cette guerre.

Le reste du monde

En octobre 1940, l'Italie de Mussolini entre en Grèce. Cependant, face à la résistance grecque, Hitler intervient également dans les Balkans afin de soutenir son allié en difficulté ; aussi en profite-t-il pour s'emparer de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Yougoslavie et, par surcroît, de la Grèce.

En juin 1941, rompant ainsi le Pacte germano-soviétique, les nazis s'attaquent à l'URSS. En vérité, Hitler déteste les idéaux communistes, considère les Slaves comme des sous-hommes et convoite, en outre, le territoire soviétique. Il lance donc « l'Opération Barbarossa », plan d'invasion de l'URSS. Toutefois, la guerre éclair n'obtient pas, là, les résultats escomptés. La décision de Staline de ne plus reculer, l'hiver particulièrement rigoureux, la politique de la terre brûlée, le patriotisme, la discipline et l'importance numérique de l'armée rouge arrêtent les Allemands aux abords de Stalingrad. La bataille qui se déroule dans cette ville en 1943 marque un tournant majeur dans le déroulement du conflit.

Dans le Pacifique, les Japonais, qui, en septembre 1940, avaient signé un pacte tripartite avec Berlin et Rome, attaquent par surprise la flotte américaine à Pearl Harbor, dans les îles Hawaï. Cet événement, survenu en décembre 1941, déclenche l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne.

Le déclin

Alors que les États-Unis reprennent progressivement des territoires aux Japonais, le *Reich* est acculé en URSS et en Afrique où il soutient les armées de Mussolini. En Occident, Berlin, la Ruhr, les ports, les usines d'armement et les voies de communication sont bombardés sans répit… Un vent mauvais souffle donc sur l'Allemagne…

Les débarquements

En 1942, d'importants contingents américains débarquent en Algérie et au Maroc tandis que, en 1943, les victoires alliées en Afrique du Nord et à Stalingrad éclipsent les premiers triomphes germano-italiens. Bientôt, Mussolini capitule et, le 6 juin 1944, le « mur de l'Atlantique », réputé imprenable, ne résiste pas au débarquement allié sur les plages de Normandie.

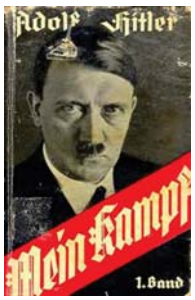
Les défaites allemande et japonaise

L'invasion de la Provence et la libération de Paris sont suivies d'une irrésistible offensive qui permet aux Alliés d'atteindre le Rhin. Pendant ce temps, les Soviétiques progressent à l'est et, après avoir libéré Budapest, Bucarest, Sofia et Belgrade, ils entrent dans Berlin où ils sont rejoints par les Américains. Vaincu, Hitler se suicide le 30 avril 1945 et, quelques jours plus tard, le 8 mai, l'Allemagne capitule sans condition. Quant au Japon, il dépose les armes en août 1945 après les bombardements atomiques américains d'Hiroshima et de Nagasaki et après l'invasion de la Mandchourie par l'URSS. ■■■

2. Hitler et le parti nazi[4]

4 Ce chapitre a été rédigé sur base des ouvrages suivants : COLOTTI E., *Hitler et le nazisme,* Casterman, Paris, 1994 ; GROSSER A., *Dix leçons sur le nazisme*, Fayard, Paris, 1976 ; KERSHAW I., *Qu'est-ce que le nazisme ? Problème et perspective d'interprétation*, Folio Histoire, Gallimard, Paris, 1992. ; KERSHAW I., *Hitler. 1936-1945 : Némésis*, 2 vol., Flammarion, Paris, 2001.

Adolphe Hitler



Couverture de *Mein Kampf*.

Après la Première Guerre mondiale, de petits groupes d'extrême droite se développent en Allemagne et, parmi eux, le DAP : *Deutche Arbeiter Partei* (Parti des Travailleurs Allemands).

Fondé en 1919 par Anton Drexler, le DAP rencontre très vite l'intérêt d'Adolph Hitler qui en dessine d'ailleurs le drapeau : cercle blanc marqué d'un swastika (croix gammée) sur fond rouge. Le 24 janvier 1920, le parti présente son programme en 25 points et est alors rebaptisé le NSDAP : *National-sozialistiche Deutche Arbeiter Partei*, ce qui signifie textuellement « Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands » ; en abrégé : le parti nazi.

En 1921, Hitler prend la tête du parti et deux ans plus tard, en 1923, tente un coup d'État avec ses « chemises brunes », les Section d'Assaut (SA), une section d'assaut organisée sur un modèle militaire. Cette tentative de prise de pouvoir par la force se termine dans la confusion et se solde par l'échec des putschistes. Condamné à cinq ans de prison, Hitler ne preste finalement que quelques mois à la prison de Landsberg, mettant son incarcération à profit pour rédiger *Mein Kampf* (*Mon Combat*), un livre où il énonce l'idéologie politique du nazisme.

Libéré, Hitler reste toujours voracement décidé à accéder au pouvoir ; le putsch ayant échoué, il privilégie alors la voie légale et, de scrutins en scrutins, séduit de plus en plus d'électeurs. Ainsi, en juillet 1932, remporte-t-il 37,3 % des suffrages ; il est dès lors invité par les autres partis de droite à former un gouvernement dont il prendra la tête. Il ne faudra que deux mois aux nazis pour s'assurer les pleins pouvoirs, détruire la plupart des outils de la jeune démocratie allemande et imposer une dictature brutale.

Chancelier depuis le 30 janvier 1933, détenteur des pleins pouvoirs depuis le 23 mars 1933, Hitler, à la mort du président Hindenburg en 1934, se fait nommer *Reichsführer*. Le IIIe *Reich* est né… Hitler en est le chef incontesté et incontestable ; l'Allemagne a désormais son *Reich* (empire), son *Volk* (peuple) et son *Führer* (guide).

Le parti nazi

La croix gammée (Swastika).

Comme nous venons de le voir, l'Allemagne des années 1920 évolue dans un climat pour le moins tendu – pour ne pas dire explosif. Entre la rancœur issue de la défaite (« légende du coup de poignard dans le dos »), les difficultés du temps présent (contexte économique et politique) et la crainte que suscitait l'avenir (peur du communisme), la jeune république de Weimar démarre avec un lourd déficit symbolique, politique et économique. Ce contexte est bien entendu éminemment favorable aux formations et courants antidémocratiques qui voient dans les nouvelles institutions, au mieux, l'incarnation de la faiblesse de l'Allemagne, au pire, le fruit d'un complot « judéo-maçonnique ». Ces mouvements sont légion au début des années 1920. Tous plus ou moins d'extrême droite, ils appellent de leurs vœux le rétablissement d'un État fort, plaident pour le retour à l'ordre et aux valeurs germaniques de l'empire et professent un antisémitisme de bon aloi, teinté de relents *völkisch*.

De cette profusion de mouvements réactionnaires qui pullulent en Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale, c'est le parti nazi (NSDAP) qui finit par émerger et cristalliser l'ensemble des rancoeurs, des peurs et des espoirs d'une société allemande de plus en plus portée sur le nationalisme, la peur de l'avenir et l'animosité envers des institutions incapables de répondre aux besoins prioritaires de la population.

Le NSDAP (parti national-socialiste des travailleurs allemands, en abrégé « nazi ») est fondé en 1920 à Munich et succède à l'éphémère DAP (Parti des travailleurs allemands) créé en 1919 par Anton Drexler. Envoyé par les renseignements militaires afin d'infiltrer ce petit mouvement, Hitler adhère au DAP la même année et découvre à cette occasion son potentiel talent d'orateur politique. Rapidement nommé au sein du comité du parti, c'est sous son impulsion que le parti adopte son fameux « programme en vingt-cinq points », est rebaptisé NSDAP et adopte son fameux drapeau à croix gammée. Après avoir écarté Drexler, Hitler prend la tête du parti en 1921. À partir de ce moment, le destin du NSDAP reste indissociable de celui de son chef. Hitler structure alors le parti nazi en un parti de masses : un nombre grandissant d'adhérents viennent grossir les rangs du parti, attirés semble-t-il par les harangues de son chef ; des sections sont créées en-dehors de Munich ; le parti se dote d'un périodique, le *Völkischer Beobachter* (« Observateur racial »), ainsi que

d'une milice paramilitaire : les Sections d'Assaut (SA), mieux connues sous le nom de « chemises brunes ».

En novembre 1923, suivant l'exemple de la prise de pouvoir en Italie par les fascistes de Mussolini, Hitler et les nazis tentent de s'emparer du pouvoir en Bavière par la force. Cette tentative de coup d'État, connue sous le nom de « Putsch de la brasserie », est un lamentable échec. Hitler et plusieurs dirigeants nazis sont condamnés à de la prison. Hitler utilise néanmoins son procès comme une tribune de laquelle il se positionne pour la première fois comme la figure de proue incontournable du mouvement *völkisch* et se rend célèbre auprès des sympathisants d'extrême droite bien au-delà de la seule Bavière.

Condamné en mars 1924 à cinq ans d'emprisonnement, Hitler ne purge que neuf mois à la prison de Landsberg avant d'être libéré sous condition en décembre 19245. À sa sortie, il retrouve un parti disloqué, explosé en plusieurs mouvements concurrents. Sa première tâche est de recomposer le mouvement autour de sa personne. En 1926, Hitler réussit à s'imposer définitivement à la tête du mouvement : les dissidences rentrent dans le rang, les vingt-cinq points du programme demeurent la « bible idéologique » du parti qui se restructure progressivement sur l'ensemble du territoire allemand. Certes, les courants opposés et les rivalités de personnes restent le quotidien du parti « attrape-tout » qu'est le NSDAP, mais tous se retrouvent en l'adoration ou en la soumission à leur chef : le *Führer* Adolf Hitler, incarnation de l'idéologie nazie.

La stabilité (relative) du parti acquise, Hitler peut se lancer dans la bataille politique. Cependant, le contexte a évolué : l'Allemagne se redresse lentement, les institutions de la république de Weimar semblent plus solides et l'activité économique plus ferme. Cet « âge d'or » de Weimar ne peut être favorable au NSDAP qui ne récolte que 2,6 % aux élections législatives de mai 1928 et qui, avec 12 sièges, en perd deux par rapport au précédent scrutin de 1924. Malheureusement pour la république, cette embellie est de courte durée : les répercussions du krach de 1929 à New York ont fini par atteindre l'Europe et frappent l'Allemagne d'autant plus durement que la reprise économique observée les années précédentes est fragile. La crise politique est de retour, avec son cortège d'incertitudes et une tentation renouvelée de régler le problème par le recours à un État fort et autoritaire. Ce retour de la population à un état d'esprit pessimiste est, on s'en doute, habilement exploité par les nazis qui, grâce à la réorganisation dont le parti a fait l'objet et à sa propagande aussi brutale qu'efficace, constituent le seul mouvement solidement structuré de la mouvance *völkisch*. Les résultats ne se font pas attendre et, aux élections de septembre 1930, le NSDAP fait un immense bond en avant en récoltant 18,3 % des voix, soit 107 représentants au *Reichstag*.

À partir de cet instant, la machine est lancée et l'Allemagne s'apprête à entrer dans une spirale infernale qui ne s'achève qu'avec les ruines laissées par la Seconde Guerre mondiale. ■■■

5 Nous retrouvons ici un exemple de cette mansuétude des élites de Weimar à l'égard des mouvances et idées de droite nationaliste : la peine de Hitler, déjà légère, se voit rapidement commuée en libération sous condition.

3. L'idéologie nazie[6]

6 Ce chapitre a été rédigé sur base des ouvrages suivants : ALY G. HEIM S., *Les architectes de l'extermination : Auschwitz et la logique de l'anéantissement*, Calmann-Lévy-Mémorial de la Shoah, Paris, 2006 ; CONTE E. et ESSNER C., *La quête de la race. Une anthropologie du nazisme,* Hachette, Paris, 1995 ; MOSSE G. L., *Les racines intellectuelles du Troisième Reich. La crise de l'idéologie allemande,* Calmann-Lévy-Mémorial de la Shoah, Paris, 2007 ; POLIAKOV L., *Le mythe aryen. Essai sur les sources cachées du racisme et des nationalismes,* Calmann-Lévy, Paris, 1971 ; POLIAKOV L., *La causalité diabolique,* réed. Calmann-Lévy-Mémorial de la Shoah, Paris, 2006 ; *Revue d'histoire de la Shoah,* n° 183, juillet 2005, « Classer, Penser, Exclure. De l'eugénisme à l'hygiène raciale ».

Le racisme comme système ou l'État raciste

Image d'un livre d'enfant illustré : ***Le nez juif est crochu, il ressemble à un 6.***

L'idéologie nazie repose avant toute chose sur une vision raciste du monde : l'espèce humaine est partagée en plusieurs races de valeur inégale. Pour Hitler, la notion de race doit primer sur toute autre notion dans le cadre des missions de l'État : elle constitue à la fois le fondement, l'objet et la raison d'être de l'État raciste. L'idéologie nazie identifie la race dite « aryenne » comme le moteur de l'histoire de la civilisation européenne. Le sang « aryen », considéré comme « supérieur », doit être préservé si l'on veut que la culture et la civilisation survivent. La race « aryenne » (que les nazis associent bien sûr aux peuples germaniques) ne peut donc se mélanger aux autres, doit rester pure et se débarrasser des éléments corrupteurs qui risqueraient de l'affaiblir. L'État raciste se donne donc cette mission essentielle : régénérer la race supérieure appelée à dominer le monde et débarrasser celui-ci des races jugées inférieures et nuisibles.

Le danger du « judéo-bolchevisme »

L'histoire du monde se résume pour les nazis à une « guerre des races ». Dans cette « guerre », l'« aryen » ne craint pas les races de couleur, noires ou jaunes, considérées comme inférieures. Le véritable péril est plutôt incarné, dans l'imaginaire nazi, par les Juifs. Cette haine nazie envers les Juifs est puisée dans un antisémitisme déjà largement et depuis longtemps répandu à travers toute l'Europe. Il n'est donc pas étonnant qu'un mouvement aussi profondément raciste que le nazisme soit également antisémite. Toutefois, l'idéologie nazie a ceci de particulier que, très rapidement, ses créateurs, Hitler en tête, vont associer l'hostilité irrationnelle envers les Juifs à la peur du communisme, en présentant ces deux éléments comme les deux composantes indissociables d'un même système : le « judéo-bolchevisme ».

Au sortir de la Première Guerre mondiale, Hitler est ce que l'on pourrait appeler un antisémite « classique ». Ses attaques, comme celles de beaucoup d'autres que lui, visent principalement le « capitalisme financier juif », responsable à ses yeux du financement de la Première Guerre mondiale, de la défaite de l'Allemagne et de la mort de millions de soldats allemands. Le Juif est donc caricaturé comme le riche banquier qui dirige le monde par le pouvoir de l'argent. Ce n'est qu'au début des années 1920 que Hitler fait le lien entre judaïsme et communisme. Ce lien permet à la propagande nazie de ratisser très large : la dénonciation du « capitalisme financier juif » trouve souvent un écho favorable au sein des classes laborieuses, tandis que la condamnation du communisme, autre soi-disant invention juive, rassure les élites et la bourgeoisie conservatrices.

La conquête d'un « espace vital » ou la théorie du Lebensraum

Pour Hitler, la lutte contre le « judéo-bolchevisme » implique nécessairement que l'Allemagne nazie, à un moment ou à un autre, entre en conflit avec la Russie. Cette dernière terrassée, les territoires conquis et épurés de ces soi-disant éléments corrupteurs (les Juifs) doivent constituer l'« espace vital » (*Lebensraum*) nécessaire au développement du peuple allemand et de la race « aryenne ». Le combat contre le « judéo-bolchevisme » doit donc conduire, dans l'esprit des nazis, à une domination allemande à l'échelle européenne.

Le culte du chef ou le Führerprinzip

Le nazisme, comme le fascisme et le stalinisme, se caractérise également par un culte du chef très fort. Le « principe du *Führer* » (*Führerprinzip*) est le mode de fonctionnement mis en place par Hitler pour la transmission des ordres et l'établissement de la hiérarchie. Pour Hitler, il n'y a pas d'égalité entre les races et les hommes. Un supposé « principe aristocratique de la nature » fait que certaines « races » (la « race aryenne ») sont supérieures aux autres et que certains individus (ceux qui sont racialement purs) sont « naturellement » appelés à dominer leurs semblables. Ce principe du chef donne le pouvoir aux « plus forts ». Mais qui sont les « plus forts » ? Ceux qui ont réussi à devenir chef, tout simplement. Cette conception aristocratique du chef est appliquée dans toute la hiérarchie du IIIe *Reich*.

En gros, on peut dire qu'à partir de 1928 (année à laquelle il devient le chef incontesté), le parti nazi, c'est Hitler et qu'à partir de 1933 (année à laquelle il accède au pouvoir), l'État allemand, c'est Hitler.

L'exaltation de la force

Un autre trait commun aux régimes communiste, fasciste et nazi est sans nul doute le recours à la violence (y compris physique) dans le champ politique. Pour chacun d'eux, la violence fait partie intégrante du combat politique – expression prise au pied de la lettre – et est perçue comme une normalité. Pour le nazisme, la nature est hostile : seuls les plus forts peuvent survivre et s'imposer, d'où une exaltation de la force virile dans de nombreux discours nazis et un recours fréquent à la violence dès la naissance du mouvement.

L'Allemagne est une caserne - 1937.

Le rejet de la démocratie

Conséquence du point précédent, la démocratie est perçue par les nazis comme un système « faible » et « défaillant » : les problèmes ne peuvent être réglés que par la force, selon eux, et certainement pas par le débat, la négociation et le compromis. Dès les premières années, les militants nazis constituent une milice (les SA ou « sections d'assaut ») destinée officiellement à maintenir l'ordre lors des meetings du parti, mais qui a surtout pour mission de perturber violemment les rencontres et animations des partis adverses, en particulier le parti communiste allemand.

Une fois arrivés au pouvoir, les nazis traduisent leur hostilité pour la démocratie par l'instauration d'une dictature et par une répression particulièrement brutale.

Le sexisme

La valorisation de la force virile a aussi pour conséquence une dévalorisation du statut de la femme au sein de la société nazie. Pour Hitler, la femme n'est respectable qu'en tant que mère et femme de pure souche « aryenne » ; son seul rôle d'importance, aux yeux des nazis, est de préserver et de perpétuer la « race pure » allemande. Dès le plus jeune âge, les femmes sont embrigadées dans les associations nazies : l'association *Bund deutscher Mädels*, « Association des jeunes filles allemandes », accueille petites et jeunes filles par centaines de milliers et les éduque dans l'esprit nazi. Les jeunes filles doivent voir dans les Juifs et les marxistes les ennemis mortels de leur peuple et en Hitler le héros sauveur de l'Allemagne qui exerce une grande fascination sur les femmes allemandes. Par ailleurs, des mouvements nazis embrigadent les femmes au foyer et les « éduquent » dans le sens voulu : cours de cuisine, couture, repassage. ■■■

Frauen Warte
(magazine illustré du parti nazi destiné aux femmes).

4. La propagande nazie[7]

7 Ce chapitre a été rédigé sur base des ouvrages suivants : RICHARD L, *Le nazisme et la culture*, Complexe, Bruxelles, 2006 ; KERSHAW I., *Le mythe Hitler. Image et réalité sous le IIIe Reich*, Flammarion, Paris, 2006 ; GUYOT A. et RESTELLINI P., *L'art nazi : un art de propagande*, Complexe, Bruxelles, 1996.

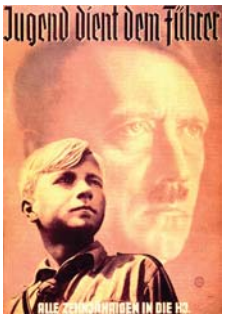
Affiche publicitaire de Léonid pour une marque d'État de poste de radio, 1936.

Conscients que la mise en œuvre de leur programme ne peut s'appuyer sur la seule coercition et que, au contraire, elle nécessite l'adhésion, même tacite, des foules, les nazis décident de créer, le 13 mars 1933, un ministère inédit dont la seule mission est de conditionner et de rallier l'opinion publique aux desseins du *Führer* : le ministère de l'Information et de la Propagande. Nommé à la tête de ce dernier, Joseph Goebbels (1897-1945) emploie tous ses talents de propagandiste à l'endoctrinement de la population allemande.

Outre les médias traditionnels (presse et radio), Goebbels se voit également confier la responsabilité de contrôler les domaines culturels et artistiques. Désormais, chaque champ d'activité artistique devient solidement cadenassé par une idéologie qui instrumentalise la culture aux seules fins de propager son idéologie.

Le culte de la personnalité

Comme la plupart des dictateurs, Hitler n'hésite pas à entretenir le culte de sa propre personne. Tout l'appareil nazi est organisé en fonction de la volonté et des ordres de celui qui se fait appeler le *Führer* (le « chef », le « guide »). Il s'agit du *Fürherprinzip* (« principe du *Führer* ») : un système pyramidal d'obéissance aux ordres et de transmission de ceux-ci au sommet duquel trône Hitler, élevé au rang de quasi-dieu.



Affiche, 1940.

L'obéissance et la fidélité au *Führer* doivent être inconditionnels, aveugles, absolus. La propagande de Goebbels s'emploie à entretenir le culte du chef : les photos représentant Hitler sont innombrables, les peintres s'attèlent à souligner son charisme et sa dimension messianique, tandis que des sculpteurs réalisent des bustes du *Führer* à la manière des consuls et empereurs romains.

L'Homme nouveau

La représentation de l'homme et de la femme par l'art nazi exalte l'idéal « aryen », l'Homme nouveau, le « surhomme ». Dans le domaine de la sculpture, des artistes comme Arno Breker ou Josef Thorak reprennent les canons esthétiques de l'Antiquité et mettent en avant l'harmonie et la perfection des corps censées être celles de l'« Aryen ». En peinture, l'accent est souvent mis sur un retour à la terre et à des valeurs bucoliques idéalisées, ainsi qu'à la représentation de la famille « aryenne » exemplaire : l'homme robuste, protecteur, chef de famille, et la femme maternelle et nourricière.

L'art dégénéré

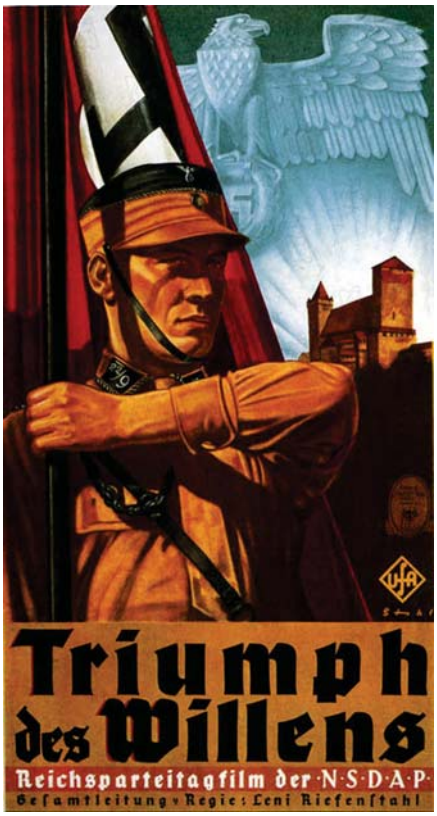
Avant l'accession de Hitler au pouvoir et l'élaboration d'une esthétique officielle que l'on peut qualifier de « nazie », les nazis se sont distingués par une opposition brutale à toute une série de formes d'expression artistique. Les SA (milices du parti nazi) font régulièrement le coup de poing contre des spectacles, expositions, concerts ou films qu'ils jugent « dégénérés », « dégradants » ou « anti-allemands ».

Une fois au pouvoir, et dans le but de disqualifier et de stigmatiser efficacement les expressions artistiques détestées par le régime nazi, une gigantesque exposition consacrée à l'« art dégénéré » est organisée à Munich en juillet 1937. Les œuvres des artistes interdits y sont exposées de manière à les discréditer (sont concernés les mouvements expressionniste, dadaïste, cubiste, Chagall, Klee, Kandinsky, Picasso, Gauguin, Van Gogh, Braque, etc.). Les œuvres de ces artistes ou courants présentes en Allemagne sont par la suite retirées des musées.

Les caricatures de l'ennemi

La propagande nazie s'est aussi illustrée dans la caricature de ceux qu'elle considère comme des ennemis du IIIe *Reich*. Les premiers à en faire les frais sont les Juifs, grossièrement et vulgairement caricaturés, représentés en parasites, suborneurs, traîtres, voleurs, etc.

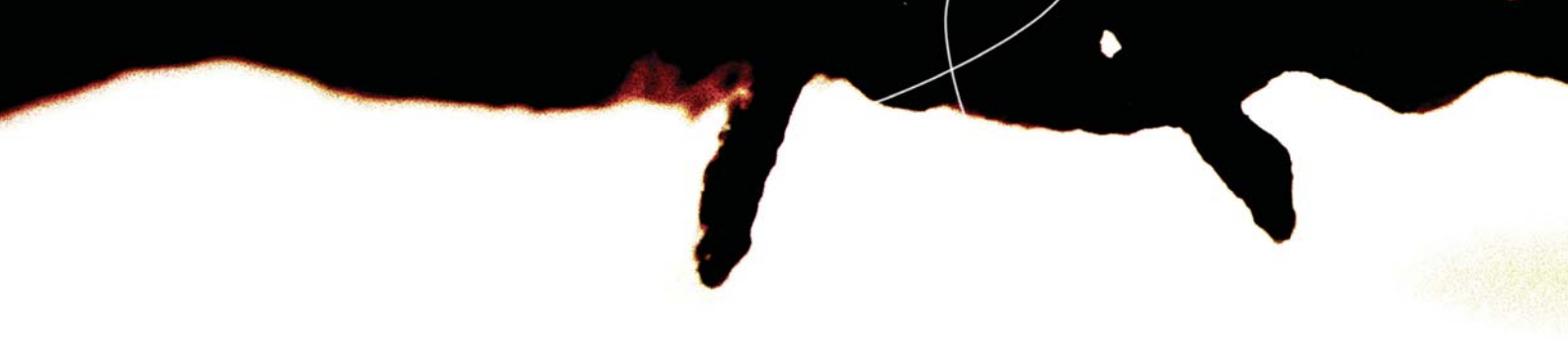
Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale est aussi l'occasion de développer encore plus la propagande dans le but de discréditer les Alliés auprès des populations et de valoriser l'image de Hitler et de l'Allemagne. ■■■



Affiche de cinéma : Triumph des willens, trad : Le triomphe de la volonté, film documentaire de Leni RIEFENSTAHL, 1935.

5. Les résistances en Europe[8]

8 Ce chapitre a été rédigé sur base des ouvrages suivants : ARON P. et GOTOVITCH J. (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, éd. André Versaille, Bruxelles, 2008 ; COPERNIK P., *L'ABCdaire de la Résistance*, éd. Flammarion, Paris, 2001 ; EISMANN G. et MARTENS S., *Occupation et répression militaire allemandes. La politique de « maintien de l'ordre » en Europe occupée, 1939-1945*, éd. Autrement, Paris, 2007 ; *Ils ont résisté à Hitler, Les collections de l'Histoire*, n° 37, octobre 2007, Paris ; *L'affaire Jean Moulin*, dossier in *L'Histoire*, n° 166, mai 1993, Paris ; *La Résistance sans légende*, dossier in *L'Histoire*, n° 233, juin 1999, Paris ; MARCOT F. (dir.), *Dictionnaire historique de la résistance, Résistance intérieure et France libre*, éd. Robert Laffont, Paris, 2006 ; SEMELIN J., *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe 1939-1945*, éd. Payot, Paris, 1989 ; *Sur la résistance au fascisme, 1940-1945*, Le Front de l'Indépendance dans la région de Liège Ourthe/Amblève, éd. Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale, Liège, 1993.



Les formes de résistance

Que la Résistance relève aujourd'hui d'une certaine unité et d'une aura dans les représentations collectives, cela est incontestable. Dans les faits, elle recouvre en revanche des réalités diverses et multiples, régulièrement sujettes à controverses, parfois contradictoires. Une chose est certaine : il n'existe pas *une* résistance mais *des* résistances et *des* résistants. En effet, la non-soumission au régime et à l'idéologie nazis revêt, dès la prise de pouvoir par Hitler et jusqu'à la fin de la guerre, des formes multiples. Multiples d'abord parce qu'à chaque type d'occupation de l'Allemagne nazie en Europe répond un type de résistance. Multiples encore parce qu'à côté d'une résistance extérieure organisée par les gouvernements européens réfugiés à Londres, se développe une résistance intérieure en territoire occupé à travers des activités clandestines déclarées illégales par les autorités en place (Allemagne nazie ou régime de Vichy en France). Résistance multiple aussi à travers la distinction entre résistance militaire et résistance civile, résistance à l'occupant et résistance dans les camps, résistance pour des motifs nationalistes, patriotiques ou antifascistes, résistance de gauche ou résistance de droite. Multiples enfin par la variété et la diversité des résistants, hommes et femmes, de tous âges, issus des mondes ouvriers, paysans ou dirigeants. Variable selon les milieux, les lieux et les périodes considérés. La Résistance ne peut s'appréhender comme un bloc monolithique, même si, en définitive, tous les mouvements qui la composaient se rejoignaient, de manière générale, dans la lutte contre un ennemi commun.

Géopolitique des résistances en Europe

Pour comprendre comment s'organisent les résistances en Europe, il importe d'aborder les différents types de politiques mises en place par les nazis en fonction des pays qu'ils occupent. Les Allemands s'appliquent d'ailleurs eux-mêmes à l'analyse comparée des pays qu'ils envahissent afin d'adapter et d'affiner leurs dispositifs pour ne pas commettre les mêmes erreurs qu'en 1914. Quatre blocs peuvent ainsi être dégagés dans cette Europe occupée : le front de l'Est, l'Europe occidentale, les Balkans et, cas à part, les pays alliés de l'Axe.

L'Europe nazie en 1942.

Le front de l'Est

En septembre 1939 s'ouvre le Front de l'Est avec l'invasion de la Pologne. Commence alors une guerre d'anéantissement total visant à soumettre des races présumées inférieures (les Slaves) par les théories nazies et à détruire les structures sociales et politiques locales puisque l'impératif racial se double d'une volonté d'expansion coloniale. Face à un envahisseur brutal et écrasant, la Résistance s'organise très tôt de manière violente à l'instar de la répression qui s'abat sur le pays. C'est le cas en Ukraine qui voit se développer des mouvements de résistance tantôt de tendance communiste soutenue par l'Union soviétique, tantôt de nature nationaliste et antisoviétique. Pieter Lagrou explique que ce mouvement de résistance nationaliste, guidé par le rêve d'une grande nation ukrainienne débarrassée tant de l'emprise soviétique que de ses minorités juives et polonaises, participera à des opérations de nettoyage ethnique comme les massacres des Polonais de Volhynie en 1943.[9] Mais ceux-ci sont surtout le fait de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (l'UPA), bras armé de l'Union des Nationalistes ukrainiens, qui s'est battue contre trois ennemis : la *Wehrmacht*, la Résistance polonaise et l'Armée Rouge. Ce mouvement très particulier ne peut évidemment pas être généralisé à tout le pays et il n'échappe par ailleurs pas à une vive controverse. Mais il illustre bien la singularité des différents mouvements de résistance et la particularité de leurs revendications.

L'Europe occidentale

En Europe occidentale, la situation est tout à fait différente. Les Allemands tiennent à utiliser les ressources notamment économiques dans la perspective d'une guerre vers l'Est qu'ils conçoivent alors comme une guerre éclair. Pour cela, il convient de ménager un minimum les populations et autorités locales, à l'exception bien entendu des Juifs qui sont déportés à partir de l'été 1942. Les ad-

9 P. LAGROU, *Géopolitique du refus*, in *Ils ont résisté à Hitler, Les collections de l'Histoire*, n° 37, octobre 2007, Paris, p. 32.

ministrations sont maintenues dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Jusqu'en novembre 1942, la France conservera même sa souveraineté sur sa moitié sud avec le gouvernement de Vichy du maréchal Pétain. L'occupant est donc, dans ces pays, moins brutal qu'à l'Est. Les mouvements de résistance y sont dès lors plus complexes ou pour le moins divers, voire parfois contradictoires. Ils ne recouvrent en tout cas pas la forme unifiée qu'on leur a prêtée après la guerre. C'est notamment le cas aux Pays-Bas, en Belgique et en France. La situation dans des pays comme le Danemark et la Norvège est également particulière. Au Danemark, les nazis permettent le maintien d'une certaine autonomie en laissant le pouvoir et son administration en place. Le système s'apparente alors davantage à un protectorat ou à une mise sous tutelle par les Allemands qui voient là un argument de propagande intéressant fondé sur le maintien d'une façade démocratique. Cette vision allemande est notamment rendue possible par le fait que dans la hiérarchie des races, les Danois sont considérés comme des membres de la famille aryenne. Pour le gouvernement danois, cette coopération s'apparente à un moindre mal pour protéger ses intérêts nationaux et elle saura négocier ces concessions : non participation de l'armée danoise au combat aux côtés des Allemands, non-application des lois anti-juives. Pour soutenir cette politique, le gouvernement tente de décourager tout acte de sabotage et de résistance violente à l'occupant. Cependant la résistance armée se développe à partir de 1942. Cela n'empêche pas l'organisation d'élections libres en mars 1943, élections qui portent au pouvoir une majorité antinazie. L'insatisfaction des Allemands face à l'évolution de la situation tant politique que civile au Danemark les amène à destituer le gouvernement danois en août 1943 et le pays se retrouve totalement soumis à l'occupant. Les Allemands prévoient alors une rafle et la déportation de quelque 8 000 Juifs danois qui seront sauvés à plus de 90%. Les autorités danoises (informées par une fuite) transmettent en effet ces informations à la résistance danoise et à des représentants de la communauté juive. L'administration aidera à l'organisation de l'exfiltration de Juifs notamment vers la Suède qui accordait l'asile.

Tous ces pays d'Europe occidentale connaissent des situations différentes ; les faits et réactions d'insoumission ne témoignent pas d'une unité idéologique. Par ailleurs, on ne peut pas dire qu'ils possédaient une véritable armée souterraine. La résistance armée jouera toutefois un rôle important pour préparer le débarquement allié en Normandie.

Les Balkans

Les Balkans voient en revanche se lever une véritable armée composée notamment des partisans communistes yougoslaves de Tito. Face à la politique de répression très brutale des Allemands, convaincus de l'infériorité de ces peuples et ne voyant aucune ressource économique à exploiter, ces forces titistes apparaissent comme l'ordre politique alternatif le plus crédible et le plus stable.

Tito (le bras en écharpe) dans les montagnes du nord du Monténégro en juin 1943.

Les pays de l'Axe

En ce qui concerne les pays alliés de l'Axe tels que la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, propulsés brièvement et tardivement dans la guerre, ils sont du côté des Allemands et on ne peut réellement comparer leur situation à celle subie depuis plusieurs années par la Pologne, la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie soviétique. C'est pourquoi les actions de résistance y connaissent une ampleur bien moindre tant en intensité qu'en hommes.

Concernant l'Italie, il faut distinguer antifascisme et résistance. L'antifascisme désigne tous les mouvements d'opposition qui précèdent l'été 1943, date du débarquement allié en Sicile et en Italie du Sud auquel fait suite le renversement de la dictature de Benito Mussolini. Le nouveau Premier ministre italien négocie alors un cessez-le-feu avec les Alliés et les Allemands occupent rapidement l'Italie méridionale et centrale. C'est à partir de ce moment qu'on peut parler de résistance face à l'occupant nazi mais aussi face au gouvernement fantoche pro-allemand situé en Italie du Nord : la république de Salo à la tête de laquelle est placé Mussolini libéré de prison par des parachutistes allemands.

Pourquoi s'engage-t-on ?

Si la Résistance se fonde essentiellement sur l'antifascisme et le patriotisme, elle se nourrit également de motivations complémentaires comme l'anglophilie, le goût pour la liberté et la justice, l'attrait pour la démocratie, le sens de la solidarité, l'attraction du communisme et de l'URSS, mais aussi de germanophobie.

D'un point de vue individuel, la Résistance exprime, dans un premier temps, une révolte d'ordre personnel et se concrétise par des actions isolées. Il faut chercher l'explication de cet isolement initial dans le contexte des débuts de la guerre. En effet, pour prendre le cas de la France, en 1940, la population est confrontée au chômage, au rationnement et au traumatisme de la défaite. Elle se montre dès lors peu encline à l'engagement. De surcroît, le régime de Vichy encourage l'attentisme et les Français s'en remettent aux institutions de Pétain pour défendre l'intérêt national et pour les protéger. Par ailleurs, le général de Gaulle ne bénéficie pas encore d'une réelle audience. Face à ce silence des grandes organisations, les individus se trouvent forcés d'agir par eux-mêmes. Jusqu'en 1942, la Résistance va ainsi rester un phénomène relativement minoritaire.

Dès ses débuts, la Résistance a pour caractéristique d'être très diversifiée idéologiquement et socialement ce qui se reflète dans les motivations de chacun. C'est le cas en France. Socialistes et communistes identifient rapidement Vichy et le nazisme comme leur vieil ennemi, même si, en raison du pacte germano-soviétique, le Parti communiste français ne bascule dans la lutte qu'en 1941. Nationalistes et patriotes partagent quant à eux le point commun d'être animés d'une forte germanophobie qui vivifie le souvenir de la Grande Guerre. L'ennemi héréditaire est alors plus facilement assimilé au « Boche » qu'au nazi. Enfin, d'autres se sentent plus proches des idéaux de 1789 et de l'idéal républicain, ce que partagent toutefois également de nombreux nationalistes. À côté de cette classification plutôt idéologique, on peut relever des motivations qui dépendent davantage du statut social. Le monde ouvrier, victime du rationnement, de l'exploitation dans les usines au profit de l'Allemagne et menacé par le STO (Service du Travail Obligatoire en Allemagne), rejoint plus facilement des mouvements qui lient combat patriotique et lutte des classes. En revanche, choyés par le régime de Vichy qui encense leurs vertus et relativement préservés de la faim, les paysans se sentent moins incités à combattre dans la Résistance, en tout cas dans un premier temps. Enfin, on ne peut minimiser la part importante que prennent les classes moyennes dans l'engagement : instituteurs, fonctionnaires, étudiants, professions libérales se retrouvent, souvent par milieu socioprofessionnel, dans la lutte notamment civile, par exemple au travers de l'écrit.

Progressivement et surtout à partir de 1942, toutes ces forces se structurent en réseau et prouvent leur utilité, ce qui permet de dépasser le cadre d'une simple exhortation morale ainsi que le scepticisme d'une partie de la population.

Malgré les différences notables entre la Belgique et la France d'un point de vue politique, l'opinion et l'engagement en résistance sont rythmés par des temps forts communs et présentent donc des similitudes dans les motivations et les idées. En Belgique, dès l'automne 1940, c'est d'abord au sein d'une petite et moyenne bourgeoisie proche des milieux des anciens combattants et fortement animée par un patriotisme empreint de germanophobie qu'est entamé le combat clandestin. La gauche communiste, malgré l'inlassable combat antifasciste qui l'anime, devra, comme en France, attendre l'invasion de la Russie par les forces allemandes pour entrer ouvertement sur le terrain de la résistance armée. La résistance belge va progressivement s'organiser et se renforcer. Divers événements concourent à ce développement : l'obligation faite aux Juifs de porter l'étoile de David et leur déportation entamée à l'été 1942 ; la mise en place, à partir d'octobre 1942, du STO ; l'accroissement général de la germanophobie et de la rancœur envers les collaborateurs ; le durcissement du régime d'Occupation et la répression accrue que celui-ci organise ; l'évolution de la situation internationale à partir de l'hiver 1942-1943 (victoire russe à Stalingrad, capitulation italienne et débarquement sur les plages de Normandie).

Les différentes formes de la Résistance

Pour les besoins de l'après-guerre, notamment la liquidation des organisations de résistance et l'attribution du statut de résistant à des personnes individuelles, une classification des différentes formes de résistance a été réalisée : résistance armée, services de renseignements et d'action, presse clandestine et résistance civile. On peut encore y ajouter ceux qu'on appelle les réfractaires c'est-à-dire ceux qui refusent de se soumettre au travail obligatoire.

Un maquis en France, s.d.

Remarque préalable sur la structuration des organisations de résistance

La Résistance, notamment française, se structure progressivement en différentes organisations. On distingue communément réseaux et mouvements. Un réseau est une organisation clandestine créée en vue d'un travail militaire précis et se livrant principalement à des activités de sabotage, de contre-propagande, de renseignement ou d'évasion de prisonniers de guerre et de pilotes, notamment anglais, tombés chez l'ennemi. La sécurité de ses membres y est assurée par le secret et le cloisonnement. Chaque résistant doit en connaître le moins possible sur l'ensemble du réseau et sur les autres membres. Un mouvement a pour premier objectif de sensibiliser et d'organiser la population de la manière la plus large possible avec néanmoins des objectifs concrets (renseignements, sabotage), mais c'est avant tout par rapport à la population qu'il entreprend ses tâches. C'est elle qui est son objectif et sa préoccupation principale. Certaines formations privilégient davantage une stratégie civile sans basculer dans la lutte armée. D'autres en revanche se consacrent plutôt à des activités de type militaire (Ceux de la Libération – CDLL, ou Ceux de la Résistance – CDLR). Toutefois, les frontières entre résistance civile et armée sont poreuses (mouvement Combat en France). L'avancée et le rythme de la guerre et la nouveauté des problèmes posés poussent progressivement les différentes formations de la Résistance à la polyvalence et la diversification de leurs activités.

L'unification de la Résistance est réalisée dans certains pays comme la France, mais de manière générale, elle est délicate car les différents mouvements tiennent à leur liberté d'action et ne se sont par ailleurs pas engagés sur les mêmes bases politiques.

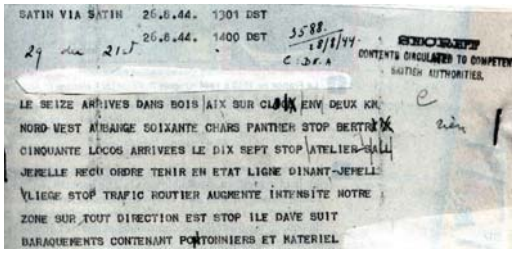
La résistance armée

La résistance armée regroupe les partisans, milices patriotiques et tout mouvement paramilitaire organisé et armé. Il faut entendre par partisan tout combattant irrégulier et sans uniforme qui s'oppose à une armée d'occupation. Le partisan mène différents types d'opération allant du sabotage (de matériels ennemis, de voies de communication) aux attentats terroristes. Son objectif est de semer du côté de l'adversaire le désordre et l'insécurité.

En 1944, le débarquement apparaît comme imminent ce qui renforce le rôle militaire de la Résistance. Les mouvements et réseaux intensifient sabotages, collecte de renseignements et passages hors des frontières d'aviateurs tombés.

En France, la résistance armée peut notamment prendre la forme des maquis. Ce terme désigne à la fois des groupes de résistants, les maquisards, et les lieux où ils se cachent. Situés généralement dans des endroits retirés et difficiles d'accès, en forêt ou en montagne, ils regroupent des combattants potentiels mais aussi des hommes qui cherchent simplement à se cacher. La Résistance les perçoit d'abord avec méfiance puis tente, à partir de 1943, de les rallier progressivement à sa cause en leur imposant un encadrement et des règles. On retrouve pas mal de maquis en Bretagne et dans le sud de la France. Filières d'évasion pour les aviateurs britanniques et pour les Juifs, ils s'attaquent également à la milice et aux troupes d'occupation allemandes.

Les services de renseignements et d'action


SATIN VIA SATIN 26.8.44. 1301 DST
26.8.44. 1400 DST
SECRET
CONTENTS CIRCULATED TO COMPETEN
BRITISH AUTHORITIES.
LE SEIZE ARRIVES DANS BOIS AIX SUR CL[illegible] ENV DEUX KM
NORD-WEST AUBANGE SOIXANTE CHARS PANTHER STOP BERTR[illegible]
CINQUANTE LOCOS ARRIVEES LE DIX SEPT STOP ATELIER-[illegible]
JEMELLE REÇU ORDRE TENIR EN ETAT LIGNE DINANT-JEMELL
VLIEGE STOP TRAFIC ROUTIER AUGMENTE INTENSITE NOTRE
ZONE SUR TOUT DIRECTION EST STOP ILE DAVE SUIT
BARAQUEMENTS CONTENANT PORTONNIERS ET MATERIEL

Un maquis en France, s.d.

On retrouve dans cette catégorie les réseaux qui parviennent à faire passer des renseignements sur l'armée allemande aux Alliés, à Londres et à Moscou, mais aussi différents groupes d'action et de sabotage ainsi que les filières d'évasion permettant par exemple à des aviateurs anglais de quitter la zone occupée et de regagner l'Angleterre pour reprendre le combat.

La presse clandestine

L'utilisation de l'écrit est fondamentale dans l'évolution et l'efficacité de la Résistance. Que ce soit par le biais de tracts ou de journaux clandestins, ces actions de propagande organisée permettent aux différentes formations de résistance de peser voire d'influer sur l'opinion publique et de véhiculer les idées d'insoumission à l'Occupant et au fascisme. La presse clandestine devient ainsi un puissant outil d'opposition. En France, un journal tel que *Défense de la France* tire en janvier 1944 jusqu'à 450 000 exemplaires, *Franc-Tireur*, *Combat* ou *Libération-Sud* oscillent à la même époque entre 125 000 et 160 000 exemplaires.

La résistance civile

La résistance civile est une forme d'opposition collective non armée à l'occupation nazie et, en France, au régime du maréchal Pétain. Elle exprime un combat pour des valeurs, qu'elles soient morales, religieuses, d'éducation ou de santé. Elle peut prendre différentes formes : désobéissance, grèves, manifestations, distribution clandestine de tracts, fabrication de faux papiers, sauvetage de Juifs, etc. Souvent considérée comme moins efficace et secondaire par rapport à la résistance armée, elle en est pourtant le fondement car première à apparaître. En effet, dès 1940 ou 1941, des mouvements de résistance civile de masse prennent leur essor. La Pologne par exemple, dont la germanisation passe par la destruction de ses réseaux d'intelligence et de culture (écoles, théâtres, suppression de certains cours comme l'histoire et la géographie), connaît un important mouvement de résistance civile au travers de la mise en place et du développement d'un enseignement clandestin en partie financé par le gouvernement exilé à Londres. Il en va de même pour les universités polonaises clandestines. Un autre exemple est celui, aux Pays-Bas, de l'insoumission des médecins aux projets du *Reich* d'appliquer à la médecine néerlandaise la doctrine national-socialiste.

La résistance civile est aussi le fait d'hommes et de femmes qui cachent des familles juives ou recueillent des enfants juifs orphelins. L'engagement de ces gens a été reconnu par l'État d'Israël qui a décerné à certains d'entre eux le titre de « Juste parmi les Nations ». Ils sont plus de 22 000 à avoir reçu ce statut et ont sauvé des centaines de milliers de personnes.

Les réfractaires

Affiche belge réalisée par Frans van Immerseel (avant octobre 1942).

Sous cette appellation sont regroupés tous ceux qui ont refusé de se soumettre au Service du Travail Obligatoire (STO) en Allemagne. Cette insoumission a été particulièrement forte en Belgique. On y retrouve également ceux qui, dans les cantons de l'Est pour la Belgique et en Alsace-Lorraine pour la France, ont refusé de se soumettre au service militaire obligatoire dans l'armée allemande.

Cet appel au travail en Allemagne se fait d'abord sur base volontaire. Au vu de l'insuffisance du nombre de candidats, cette mesure devient obligatoire. En Belgique, une ordonnance du 6 octobre informe que tous les hommes belges âgés de 18 à 50 ans et que toutes les femmes de 21 à 35 ans peuvent être forcées d'aller travailler en Allemagne. La mesure sera abrogée pour les femmes en mars 1943 sous la pression des autorités belges. Pour appliquer cette ordonnance, un Service du Travail Obligatoire est créé. On compte environ 190 000 Belges affectés au travail obligatoire en Allemagne.

Quelques résistants et réseaux de résistance célèbres

En Allemagne

Hans et Sophie Scholl et Christoph Probst (Munich, juillet 1942).

Tout d'abord, il est important de mentionner que des résistances se faisaient déjà entendre avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir. En effet, son ascension et celle de son parti ne se sont pas opérées sans revers. Des hommes politiques comme Otto Wels, député du parti social-démocrate, s'opposèrent à Hitler et avertirent à plusieurs reprises du danger qui se profilait derrière l'élection du NSDAP.

Malgré ces oppositions, il est incontestable que le parti nazi mené par Hitler a pu se construire et développer son idéologie et sa popularité sur un terreau fertile, notamment antisémite (mais cette caractéristique n'est pas l'apanage de l'Allemagne), et qu'il a été soutenu par une importante tranche de la population, notamment par les classes moyennes et élevées, qu'il s'agisse d'intellectuels, d'étudiants ou de représentants du monde entrepreneurial et des professions libérales.

Les difficultés à développer et maintenir l'opposition au nazisme

Si le pouvoir de Hitler est un pouvoir pesant qui repose sur la terreur et sur une administration finement et puissamment organisée, une résistance s'organise mais elle doit faire face à des difficultés dont la singularité et l'importance tiennent au pays même dans lequel elle tente de prendre forme.

Tout d'abord, dans la mesure où l'opposition au national-socialisme a dû batailler pendant douze ans, on peut comprendre que la vivacité de la Résistance ait fini par pâlir au vu de la durée du combat à mener. En effet, dès 1933 et l'ouverture du premier camp de concentration à Dachau, la répression des adversaires politiques bat son plein et elle n'aura de cesse de traquer toute forme de contestation jusqu'à la fin de la guerre.

Ensuite, nombre d'opposants au régime nazi ont fait le choix d'émigrer quitte à vivre dans des conditions de misère à l'étranger et à être coupés de la résistance intérieure. C'est notamment le cas de Bertolt Brecht qui prendra la route de l'exil en février 1933.

Enfin, la Résistance au nazisme en Allemagne a pâti de quatre autres handicaps majeurs. Premièrement, la masse des Allemands adhère avec loyalisme au régime qui porte l'idéologie nazie. En effet, le pouvoir en place est, aux yeux de cette population, le pouvoir légitime, consacré par le vote populaire et reconnu par la communauté internationale, en ce compris le Vatican. Autre aspect, au vu des succès engrangés par l'Allemagne encore jusqu'en 1943-1944, le nationalisme est stimulé dans toutes les classes de la société allemande. La popularité d'Hitler demeure alors quasi intacte et prédominent l'obéissance et la soumission. Enfin, il faut rappeler que le national-socialisme présente un double visage, l'un séducteur, l'autre répressif. L'attraction pour le nazisme a pu, dans un premier temps, exercer une fascination sur certaines figures de la Résistance qui, par l'expérience quotidienne de la vie sous le régime nazi, ont pris conscience de sa nature profondément liberticide et inhumaine et se sont révoltés. À côté de la fascination qu'il exerce, le nazisme apparaît aussi comme terrifiant et engendre le règne de la peur, une peur omniprésente nourrie par le sentiment que la police est partout et toute-puissante. Dans un tel contexte, les résistants allemands sont plongés dans une réelle solitude et dans un terrible dilemme : résister mais être l'objet d'un amalgame entre rébellion et trahison ; résister pour la civilisation mais contre sa nation. Là où les actes de résistance d'un Français ou d'un Belge pourront être perçus comme patriotiques, la non-soumission d'un Allemand le fera davantage passer pour traître à sa patrie. Rappelons par ailleurs qu'à l'inverse des autres mouvements de résistance européens, la Résistance allemande n'a pu compter sur aucun appui extérieur.

La Résistance allemande doit encore faire face à une fragmentation à l'extrême entre les mouvements de gauche très vite renversés par l'ouverture des camps en 1933, les élites traditionnelles longtemps passives et les Églises qui ont effectué un travail de sape une fois compris le caractère foncièrement antichrétien du régime.

La Rose blanche (Weisse Rose)

Parmi les exemples de résistance en Allemagne, on peut citer la Rose blanche, groupe de résistants fondé à Munich au printemps 1942 par Hans Scholl et Alexander Schmorell, tous deux étudiants à l'Université de Munich. Sophie Scholl, sœur d'Hans, s'engage à leurs côtés, ce

qui constitue un atout pour le mouvement étant donné que les femmes allemandes sont moins vite inquiétées dans la traque aux opposants politiques. Embrigadés très jeunes dans les Jeunesses Hitlériennes, ils connaissent bientôt déception, désillusion et révolte face au totalitarisme hitlérien qui cadenasse toute leur vie. Et face aux souffrances causées par la guerre, ils décident d'organiser leur action en rédigeant des tracts. De l'été 1942 à février 1943, ils rédigent jusqu'à six tracts qui sont diffusés à des centaines d'exemplaires principalement à Munich mais aussi à Stuttgart, Francfort, Vienne, Augsbourg et Salzbourg et ce, avec l'aide de plusieurs jeunes intellectuels notamment de Hambourg. Ces textes véhiculent des idées profondément humanistes et libertaires. On y trouve par ailleurs une dénonciation claire de l'assassinat de centaines de milliers de Juifs. Ces tracts constituent des appels à la conscience allemande endormie sous le poids d'un régime qui contrôle désormais chaque aspect de la vie des Allemands et leur retire toute liberté et tout espoir.

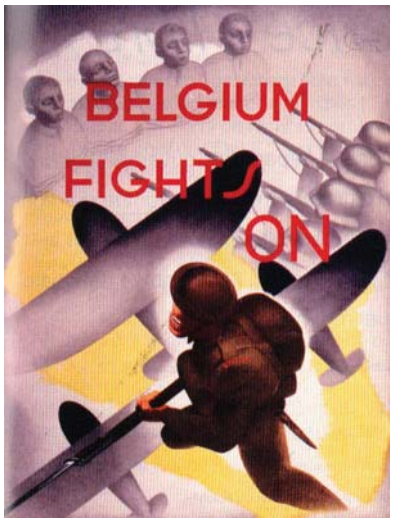
Le 18 février, Hans et Sophie Scholl diffusent des centaines d'exemplaires de leur sixième et dernier tract à l'Université de Munich. Repérés et retenus par le concierge, ils sont arrêtés par la Gestapo. Après plusieurs journées d'interrogatoires, ils sont condamnés pour haute trahison, intelligence avec l'ennemi, incitation à la haute trahison et atteinte à l'effort de défense. Hans et Sophie Scholl ainsi que Christoph Probst sont guillotinés dans la prison de Stadelheim près de Munich le 22 février 1943, jour même de leur procès. D'autres résistants et membres de la Rose Blanche seront arrêtés et guillotinés quelques mois plus tard. Au total, 16 membres du réseau paient de leur vie leur engagement dans la Résistance, soit par exécution, soit par mauvais traitement dans les camps de concentration.

Claus von Stauffenberg et l'opération Walkyrie

Claus von Stauffenberg.

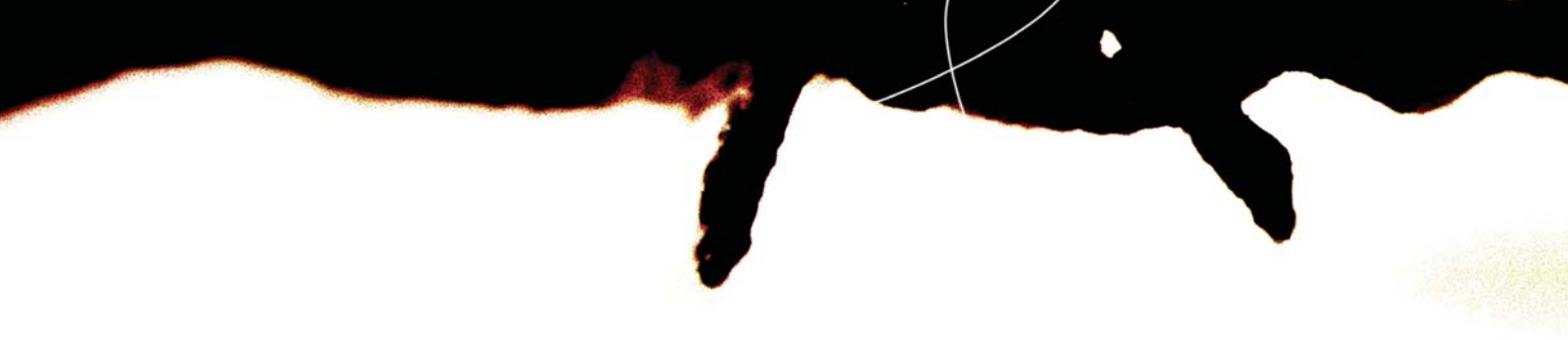
Officier de la Wehrmacht, le comte Claus von Stauffenberg est une des figures principales de la résistance militaire au national-socialisme. Alors chef d'état-major auprès du commandant de l'Armée de Réserve, il fomente un complot contre Adolf Hitler et organise personnellement l'attentat du 20 juillet 1944 connu sous le nom d'opération Walkyrie, coup d'État militaire avorté contre le régime nazi. L'objectif était, une fois Hitler tué, de s'emparer du pouvoir en ralliant l'armée à un gouvernement mi-civil, mi-militaire formé d'opposants au régime. Claus von Stauffenberg et d'autres conjurés sont arrêtés le soir même de l'attentat. Ils seront fusillés et une terrible vague de répression et de terreur s'abattra sur les milieux de l'opposition dans les jours et semaines suivants. Cet acte de résistance parmi les mieux organisés se solde donc par un échec et marque la fin de la Résistance allemande comme force agissante jusqu'à la capitulation du *Reich*. Il est néanmoins intéressant de souligner que cet acte de résistance témoigne de la diversité idéologique des opposants au nazisme puisque Claus von Stauffenberg a dans un premier temps témoigné de la sympathie pour le régime nazi en raison de ses visées nationalistes et révisionnistes vis-à-vis du Traité de Versailles.

En Belgique



Affiche américaine sur la Résistance belge (1940-1945).

Le 28 mai 1940, au terme de la campagne des 18 jours, la Belgique capitule et devient territoire occupé. La Résistance belge à l'Occupation consiste à la fois en une organisation pratique et un état d'esprit. Elle naît sur le terrain au sein même de la population, avant que Londres n'intervienne efficacement. Elle prend la forme tantôt d'une lutte armée contre l'envahisseur, tantôt d'actions diverses allant de la transmission de renseignements à la publication et à la diffusion d'une presse clandestine, en passant par le sabotage et le boycott. Les premières tentatives de créer des groupes de renseignements ou des filières d'évasion datent déjà de 1940. Ceux-ci viennent en aide aux militaires français et anglais ayant échappé à la captivité. Progressivement, les premiers pas qui mèneront à la mise en place de services de renseignement sont entrepris et à partir de la seconde moitié de 1941, les grandes organisations de résistance armée sont en place. Le Front de l'Indépendance (FI) est ainsi créé en mars 1941. S'il naît à l'initiative des communistes et donc davantage dans des visées idéologiques, il tend progressivement à effacer dans son discours l'élément idéologique pour faire place à des appels patrio-



tiques tendant à fédérer les initiatives résistantes dans un « front national ».

À la même époque, vers la fin de 1941 et le début de 1942, s'impose un regroupement émanant de milieux militaires : la Légion belge. Nourrissant des motivations idéologiques parfois teintées de royalisme, d'anticommunisme, et de mépris pour la démocratie parlementaire, elle élargit progressivement ses rangs à tous les milieux de la société à l'exception des cadres, où les officiers restent prédominants. Bien que son but initial ne soit pas de combattre l'Occupant, elle se transforme peu à peu en un mouvement d'opposition destiné à soutenir les alliés anglo-saxons à l'approche de la Libération du pays. Elle prend alors le nom d'Armée secrète.

Ces deux grandes organisations de résistance, nourrissent donc des motivations différentes (et connaîtront d'ailleurs des frictions quant au régime d'après-guerre) même si toutes deux partagent un objectif commun : la lutte patriotique pour l'indépendance nationale. Mais il serait illusoire de croire que les contradictions politico-sociales ont été gommées à la faveur de la lutte contre l'occupant. Et si l'unité d'action a pu être pratiquée à la base, il en a été tout autrement au sommet de ces grands mouvements.

Dès lors le Front de l'Indépendance et l'Armée secrète structurent ce que l'on peut appeler la résistance organisée qui va progressivement s'étoffer pour couvrir à l'été 1944 l'ensemble du territoire et rassembler entre 100 000 et 150 000 hommes et femmes. La résistance civile, sous la houlette du FI, s'organise et s'étend désormais à la campagne et dans les forêts. La résistance active s'accroît également parallèlement à l'intensification de la germanophobie et à la rancœur envers les collaborateurs. Toutefois, même en 1943-1944, la Résistance reste encore un phénomène minoritaire, touchant au plus 2 à 3 % de la population « en âge de résister » (soit environ de 16 à 65 ans). Il est en effet incontestable que la lutte clandestine est dangereuse et demande un important courage et souvent des sacrifices. Les risques encourus vont de l'arrestation à la déportation, en passant par la torture avec, dans tous les cas, le risque d'y laisser la vie. L'engagement en résistance implique également une clandestinité qui impose une rupture avec le travail et la famille. Plus de 30 000 résistants furent arrêtés et pas loin de 15 000 moururent. À la fin de la guerre, les activités clandestines armées (sabotages, attentats, réquisitions) sont davantage risquées et plus sévèrement réprimées par un ennemi qui est aux abois et n'a plus grand-chose à perdre. Toutefois, ces chiffres sont à considérer avec nuances. D'une part, un nombre indéterminé de personnes ayant effectivement fait de la résistance n'ont pas pour autant introduit de demande de reconnaissance après la guerre.[10] D'autre part, il serait faux de croire que le pays s'est cantonné dans l'attentisme, la Résistance s'étant appuyée sur le soutien de la population parfois complice sans pour autant être active.

Parmi les résistants belges, on trouve une proportion non négligeable d'étrangers, en particulier dans les organisations antifascistes. Par ailleurs, les classes moyennes paraissent surreprésentées, peut-être en raison de leur engagement dans la vie démocratique. Dans les entreprises, la lutte sociale paraît l'emporter sur le combat patriotique. Les agriculteurs, enfin, n'interviennent vraiment qu'à partir de 1943, date à laquelle de nombreux illégaux (aviateurs alliés, prisonniers russes, Juifs, résistants pourchassés) fuient les zones urbaines où sévissent les dénonciateurs. Par ailleurs, la campagne reste mieux pourvue en vivres et en produits de première nécessité que la ville, ce qui, dans un premier temps, a pu tempérer l'une des raisons de l'engagement. Concernant l'engagement des femmes, il est notoire, bien que minoritaire par rapport à celui des hommes. Elles sont tout d'abord moins nombreuses, voire rares, à occuper des postes de direction (Andrée De Jongh a néanmoins été à la tête de la ligne d'évasion Comète). On retrouve en revanche davantage de femmes dans l'aide aux enfants juifs, dans l'infrastructure des services en tant qu'agents de liaison, dactylos, logeuses ou dans ce qu'on appelle en général l'intendance, fonctions essentielles au bon fonctionnement du service. Mais il est vrai qu'il ne s'agit pas de fonctions dans lesquelles des décisions sont prises. Dans les lignes d'évasion, on peut penser que le travail à effectuer (logement, intendance, etc.) est plus proche du rôle traditionnel de la femme dans la société de l'époque mais il ne s'agit là que d'une hypothèse. De nombreuses infirmières prennent en tout cas part à l'aide et au rapatriement de militaires blessés puisque, travaillant dans les hôpitaux, elles jouissent d'une place privilégiée pour entrer en rapport avec eux.

10 À peu près 210 000 reconnaissances au statut de résistant ont été accordées après la guerre avec des distinctions entre résistance armée, Service de Résistance et d'Action (SRA), presse clandestine, résistance civile et réfractaires. Il est à noter que ce chiffre ne correspond pas exactement au nombre de personnes ayant été reconnues puisque certaines d'entre elles ont reçu plusieurs statuts en raison d'activités différentes.

Les mouvements de résistance en France

Jean Moulin

Jean Moulin photographié par son ami Marcel Bernard (Montpellier, décembre 1939).

Préfet d'Eure-et-Loire au moment de l'éclatement de la guerre, Jean Moulin refuse très tôt de se soumettre, dans ses tâches d'administration, aux autorités de l'occupation allemande, ce qui lui vaut d'être arrêté et emprisonné le 17 juin 1940. Libéré mais relevé de ses fonctions par le gouvernement de Vichy, il décide alors de se renseigner sur les noyaux de résistance et sur leurs besoins. Il rapporte ses observations à Londres où il rencontre le général de Gaulle qui fait de lui son ambassadeur personnel de la France libre. Sa mission est à la fois militaire par la mise en place d'une armée secrète, et politique en plaçant la résistance intérieure dans la mouvance de la France libre londonienne. Son action concrète consiste globalement en l'unification des trois principaux mouvements de résistance de la zone sud : Combat, Franc-Tireur et Libération-Sud. C'est également sous son impulsion que se réunit pour la première fois, le 27 mai 1943, le Conseil national de la Résistance qui rassemble mouvements de résistance, syndicats et partis, chargés pour la France de constituer une sorte de « gouvernement » de la Résistance.

Le 21 juin 1943, Jean Moulin est arrêté à Caluaire. Il est interrogé et torturé dans les bureaux de la Gestapo de Paris et meurt le 8 juillet 1943 des suites des tortures infligées par Klaus Barbie.

Le groupe Manouchian

Missak Manouchian naît en 1906 dans une famille de paysans arméniens. Il perd son père lors du génocide arménien. Sa mère meurt quelques temps après, victime de la famine. En 1925, Missak Manouchian arrive à Marseille et y travaille comme menuisier. Il rejoint ensuite Paris et adhère en 1934 au Parti communiste. À partir de 1939, il est arrêté à plusieurs reprises, notamment pour son orientation politique. Rapidement, il entre dans le militantisme clandestin et en 1943 rejoint les FTP-MOI (Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée, créés en 1942) de Paris dont il deviendra commissaire militaire. Ces groupes sont issus de la Main d'œuvre immigrée, mise en place par les organisations communistes dans les années 1920. Dès l'engagement des communistes dans la Résistance, les étrangers constituent une part importante de ses effectifs, surtout à Paris. Les actions sont diverses mais consistent de manière générale en une sorte de guérilla urbaine : attentats individuels contre des Allemands ou des collaborateurs, sabotages de voies ferrées ou autres axes de communication, etc. Manouchian aura sous ses ordres une cinquantaine de militants qui accompliront près de trente opérations dans Paris, du mois d'août à la mi-novembre 1943 date à laquelle les FTP-MOI parisiens sont démantelés. 68 militants sont alors arrêtés dont Missak Manouchian. 22 d'entre eux dont Manouchian sont fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien en refusant d'avoir les yeux bandés. ■■■

« L'affiche Rouge » (février 1944): Au moment du procès des membres du groupe Manouchian, les Allemands lancent une campagne de propagande. Ils espèrent de cette façon décrédibiliser la Résistance, ce qui aura l'effet inverse puisque cette affiche devient immédiatement une icône emblématique de la contribution des étrangers à la Résistance française.

6. Le système concentrationnaire[11]

11 Ce chapitre a été rédigé sur base des ouvrages suivants : BENSOUSSAN G., *Histoire de la Shoah,* coll. « Que sais-je », PUF, Paris, 3e éd : 2006 ; BOVY D., *Dictionnaire de la Shoah et de la barbarie nazie,* Coll. « Voix de la Mémoire », Luc Pire-Les Territoires de la Mémoire, Liège, 2007 ; BROWNING C., et alii, *Les Origines de la Solution finale : l'évolution de la politique antijuive des nazis, septembre 1939-mars 1942*, Les Belles Lettres, Paris, 2007 ; Dictionnaire de la Shoah, sous la dir. de BENSOUSSAN G., DREYFUS J.-M., HUSSON E., KOTEK J., Larousse, Paris, 2009 ; HILBERG R., *La Destruction des Juifs d'Europe,* 3 vol., Folio Histoire-Gallimard, Paris, dernière éd : 2006. HILBERG R., *Exécuteurs, victimes, témoins : la catastrophe juive, 1933-1945,* Gallimard, Paris, 1994 ; KOTEK J. et RIGOULOT P., *Le siècle des camps : détention, concentration, extermination, cent ans de mal radical,* Jean-Claude Lattès, Paris, 2000 ; *La déportation,* sous la dir. de la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes, Ramsay, Paris, 1994 ; *La déportation : le système concentrationnaire nazi,* sous la dir. de BÉDARIDA Fr. et GERVEREAU L., Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre, 1995.

Doc 8-9. Le système concentrationnaire

Par système concentrationnaire, il faut entendre l'organisation nazie des camps de concentration d'une part, et des camps d'extermination de l'autre. Il s'agit en effet de processus parallèles distincts, quoiqu'avec de multiples points d'interférence. Si les camps de concentration sont des camps de travail – ou plutôt des camps d'extermination par le travail – les camps dits d'extermination sont de réels centres industriels de mise à mort par le gaz; la genèse, le fonctionnement et la finalité de ces deux types de structure leur est donc spécifique.

Les camps de concentration

Périodisation

Les premiers camps sont construits dès les premiers jours de la prise du pouvoir de Hitler. Tout endroit retiré et clos peut servir de camp (caves, bateaux…), c'est pourquoi on parle alors de « camps sauvages ». Leur but est de neutraliser et de rééduquer immédiatement les opposants potentiels au régime. L'encadrement y est généralement assuré par les SA, mais les SS ou des détachements de police, sont également habilités à y occuper un poste de gardien.

Du stade d'improvisation, le système mue rapidement en une organisation structurelle pensée et adaptée à une politique efficace d'avilissement avec l'ouverture, en mars 1933, du premier « vrai » camp de concentration à Dachau, près de Munich. Naît alors un processus concentrationnaire, véritable machine de répression et de production, qui n'aura de cesse de s'étendre et de se « perfectionner », surtout avec la guerre. Les premières années, le régime des camps garde effectivement un caractère artisanal et dispersé, tout en intégrant la majorité des éléments de base du paradigme concentrationnaire : organisation bureaucratique, mélange des catégories de déportés, dictature du règlement, dissimulation sous un langage codé, etc. Or, à partir de 1939, d'un système « amateur », on passe à un système radicalement plus professionnalisé : on assiste à une multiplication et à une extension du réseau dans les territoires occupés, à une internationalisation de la population incarcérée et à un renforcement structurel visant au triomphe de l'ordre et de la norme grâce au recours à des techniques disciplinaires sophistiquées.

L'histoire concentrationnaire se décline en réalité en quatre temps. D'abord, la genèse qui s'étend de 1933 à 1939. On l'a dit, c'est durant cette période qu'est élaboré, à échelle limitée et dans un cadre purement allemand, un système punitif basé sur l'internement des adversaires du régime dans des camps où ils sont soumis au travail forcé. 1939-1942 correspond à une phase de radicalisation : internationalisation des détenus, systématisation de la déportation, durcissement des sévices et augmentation de la mortalité. À partir de 1942 et des débuts de la « guerre totale », la main-d'œuvre concentrationnaire est mise au service de l'économie de guerre; il en résulte une transformation progressive de l'ancienne forme éminemment *politique* des camps en une structure davantage adaptée à l'économie. La productivité devient alors l'objectif premier. Elle est une réelle obsession pour les nazis et l'expression « extermination par le travail » prend à cet instant tout son sens. Enfin, entre janvier et mai 1945, la machine s'enraille… et casse. À ce moment, l'armée allemande est en déroute et l'organisation concentrationnaire se détraque, se disloque. Si l'ordre n'est plus, l'horreur, elle, est cependant plus que jamais présente : transferts intempestifs et chaotiques de prisonniers, surpeuplements, restrictions alimentaires, épidémies, exécutions sommaires…; c'est durant cet épisode dramatiquement meurtrier qu'intervient la libération.

Le système concentrationnaire.

Population

Si le point commun entre la déportation *politique* voire *sociale* et la déportation *raciale* est l'arrachement de la personne à sa maison pour son maintien en détention, il existe entre elles une différence de motivation, de planification et de traitement.

La déportation est d'abord politique. Les tout premiers prisonniers sont des opposants allemands au nazisme. Ils sont communistes, sociaux-démocrates, résistants ou suspectés de l'être et, dans les camps, ils portent habituellement un triangle de tissu rouge cousu sur leur droguet. Les résistants étrangers qui les rejoignent par la suite portent le même triangle rouge augmenté de l'initiale de leur pays d'origine. À partir de 1941, au lendemain de la promulgation au décret *Nacht und Nebel*[12], les lettres NN sont inscrites dans le dos des prisonniers politiques considérés comme particulièrement dangereux et de facto plus durement traités encore.

À la fin de l'année 1933, le principe d'internement est étendu de l'épuration politique à l'épuration sociale ; c'est ainsi que sont arrêtés et flanqués du triangle noir les « asociaux » : vagabonds, mendiants, prostituées et souteneurs. Sont en outre transférés dans des camps des criminels de droit commun à qui échoit la surveillance des autres détenus.

Les homosexuels d'origine germanique sont également concernés. Persécutés depuis l'avènement du IIIe *Reich*, à partir de 1935, l'État réprime non plus seulement les actes commis mais aussi les personnes en tant que catégorie qui, dans les camps, est identifiée par un triangle rose. On reproche aux hommes homosexuels non pas tant leur préférence sexuelle mais bien l'entrave qu'ils représentent à la politique nataliste de Hitler ; les lesbiennes plus rarement visées sont, le cas échéant, considérées comme des asociales.

Le triangle violet est réservé aux Témoins de Jéhovah tandis que les apatrides arborent un triangle bleu. Les premiers sont inquiétés parce que leur conviction leur interdit de servir tout idéal politique et de faire allégeance au *Führer*. Les seconds, en revanche, désignent les républicains espagnols qui, ayant fui leur pays devenu une dictature, se voient déchus de leur nationalité par Franco ; or, un accord hispano-allemand prévoit leur déportation en cas de capture en territoires occupés.

La déportation raciale représente l'ultime étape avant les assassinats perpétrés dans les centres de mise à mort immédiate ; Juifs et Tsiganes en sont les victimes. Les prétextes de la persécution des Tsiganes évoluent de la lutte contre les asociaux vers le racisme. Ainsi initialement portent-ils dans les camps un triangle noir, puis un triangle marron. D'abord arrêtés pour leur marginalité, certains sont durant la guerre massacrés par les *Einsatzgruppen*, des groupes d'intervention nazis, d'autres sont parqués dans des ghettos et plusieurs milliers sont exterminés par le gaz. Le sort des Juifs suit le même canevas. Mis au ban de la société, ils sont discriminés et il en est qui sont déportés dès les premiers temps du nazisme, mais moins en raison de leur judaïté que leur potentielle opposition au régime. Ensuite le système d'extermination se met en place : *Einsatzgruppen,* ghettos et gazage.

L'esquisse d'un bilan statistique des victimes de la déportation reste difficile à établir. On ne peut en effet tabler que sur des évaluations approximatives qui fixent à environ 1 650 000 le nombre de personnes envoyées dans un camp de concentration et à environ 600 000 le nombre d'entre elles qui n'en reviendront pas.

Organisation

Le gigantisme du système concentrationnaire, sa diversité, ses objectifs divergents et son historique évolutif rendent évidemment impossible tout récit descriptif homogène de l'organisation et de la vie quotidienne dans les camps. Au-delà des spécificités, il est néanmoins des généralités qui prévalent, et c'est de celles là dont nous faisons la synthèse dans la présente note.

L'Europe occupée compte en effet environ 2 000 camps et kommandos annexes classés en trois catégories de

Train de déportation des Juifs de Slovaquie.

12 Le décret *Nacht und Nebel* (trad. : Nuit et Brouillard) tire son nom de la Tétralogie de Wagner et prévoit les modalités de l'extinction des opposants politiques réputés dangereux et dès lors condamnés à disparaître dans la nuit et le brouillard.

« pénibilité ». Les complexes de catégorie I sont destinés aux détenus peu chargés ou très susceptibles de s'amender et ayant des peines légères (ex.: Dachau, Sachsenhausen et Auschwitz I). La catégorie II est réservée aux prisonniers lourdement chargés, cependant encore susceptibles d'être rééduqués (ex.: Buchenwald, Flossenbürg, Neuengamme et Auschwitz-Birkenau). Enfin, sont envoyés en catégorie III les individus lourdement chargés et jugés irrécupérables (ex.: Mauthausen).

Structure spatiale et administrative

Sur le plan spatial, les camps sont divisés en trois zones. D'abord le territoire des *Häftlinge*: un espace comprenant les baraquements, les bâtiments de service (cuisine, infirmerie, entrepôts, latrines, crématoire) et la place d'appel, le tout encerclé de miradors, projecteurs et barbelés électrifiés. Ensuite la *Kommandantur* qui abrite les bâtiments administratifs et les villas des officiers; et troisièmement, à quelque distance, la cité des SS où sont logés les gardiens nazis.

D'un point structurel, l'organisation concentrationnaire est largement basée sur l'auto-administration, l'autogestion et l'autodiscipline à l'aide d'une hiérarchie duale: les SS en haut, les « petits chefs » en bas. Or, ces derniers sont désignés parmi les détenus; ils sont nécessairement allemands, voire autrichiens ou polonais et sont souvent de cruels triangles verts, quoique parfois des triangles rouges. Les SS établissent en réalité une véritable administration parallèle, un système d'autonomie organisé de façon pyramidale avec tout au dessus le *Lagerälteste,* le déporté en charge du commandement du camp, et tout en bas les kapos chargés de la discipline. Désireux de se décharger d'un maximum de tâches jugées ingrates, les SS délèguent à ces proéminents zélés, qui ont droit de vie et de mort sur les autres prisonniers, l'organisation pratique et quotidienne du camp.

Transport et arrivée au camp

Arrêtés, les déportés sont emmenés vers les camps généralement par la voie du chemin de fer. Les conditions de transport sont terribles; les personnes voyagent dans des wagons à bestiaux, soumises à une promiscuité extrême, elles ne sont ni nourries, ni abreuvées. L'espace est obscur, à peine ventilé par une bouche d'aération. Il est souvent impossible de s'asseoir et les besoins naturels se font debout, là où l'on est prostré. Or, le trajet peut durer plusieurs jours. À la descente du train, nombreuses sont les victimes à avoir succombé.

Le terminus de la gare est parfois l'entrée du camp lui-même, mais pas toujours: c'est alors en camion ou à pied que les détenus arrivent à destination. Face au portail d'entrée souvent caractérisé par une cynique maxime – « Le travail rend libre » à Auschwitz ou « À chacun son dû » à Buchenwald – ils s'apprêtent à passer les portes d'un autre monde, un monde dénué d'humanité, un monde peuplé d'êtres déshumanisés soumis à l'arbitraire de bourreaux inhumains.

Détenus travaillant à l'entretien du camp de Dachau.

Dépouillés, déshabillés, désinfectés et tondus de tous cheveux et autres poils corporels, les concentrationnaires endossent ensuite un costume de bagnard en toile rayée bleu et blanc, se chaussent de claquettes de bois rarement adaptées à leur pointure et se voient attribuer un numéro d'immatriculation: leur nouveau nom.

Le processus de déshumanisation se décline en réalité en trois étapes: l'isolement, l'avilissement et l'anéantissement. Suivant cette logique, les détenus sont donc, dans un premier temps, naturellement placés en quarantaine et « écolés » par leurs pairs. Là, s'ils ne travaillent pas encore, la faim, l'inconfort, le manque d'hygiène et les humiliations sont leur lot quotidien.

Vie quotidienne

La vie quotidienne dans les camps est strictement réglée. À l'aube, les forçats sont réveillés à coup de sifflet: entre quatre et cinq heures l'été; entre six et sept heures l'hiver. En trente minutes, il faut s'être lavé, habillé, avoir pris son maigre petit-déjeuner et avoir fait son lit: un exploit souvent presque impossible à réaliser.

S'ensuit l'appel du matin. Dans l'aube brumeuse, éclairée par les puissants projecteurs des tours, des milliers d'ombres de chair avancent colonne par colonne. Effectué plusieurs fois par jour, l'appel contribue grandement à l'avilissement des internés. Il s'agit en effet de compter, dehors et par tous les temps, l'ensemble des prisonniers, y compris les morts de la nuit alors traînés dans les rangs. Or, une structure comme Buchenwald renferme non moins de vingt milliers de personnes… On recourt également à l'appel en tant qu'instrument de punition collective; ainsi, par exemple à Mauthausen, le 22 juin 1941, l'appel dure 18h… Debout, sans manger, sans boire, ni

faiblir. Cela dit, le dénombrement du matin s'opère souvent rapidement afin de ne pas empiéter sur le temps alloué au travail.

Vient après le rassemblement en kommandos. Au milieu de la confusion, chacun rejoint le plus rapidement possible son groupe et, par rang de cinq, marche d'un pas franc en direction de son lieu de travail. Les kommandos sont divers et variés, allant de l'intendance au terrassement en passant par le travail dans les carrières, le nombre de morts est évidemment proportionnel au degré de pénibilité de la fonction qu'on occupe.

Elie Wiesel (7e homme couché sur la 2e rangée en partant du bas) 5 jours après la libération du camp de Buchenwald, le 16 avril 1945, publiée.

Outre une brève interruption pour la soupe de midi, la journée ne prend fin que vers 17 h en hiver et 20 h en été. Toujours en rang de cinq, les détenus rentrent au camp et doivent supporter un nouvel appel. On pourrait croire qu'après l'appel du soir c'en est fini des tourments de la journée, et que chacun peut aller tranquillement dîner et se coucher. Mais en arrivant au block, il est fréquent qu'on se trouve devant le résultat des contrôles de block, auxquels ont procédé les chefs de block pendant la journée : casiers bouleversés ou brutalement vidés par terre, ce qui, dans ces espaces surpeuplés, provoque de violentes disputes entre les détenus exacerbés, qui tentent de retrouver ce qui leur appartient. Le repas du soir consiste en une portion de pain, un petit bout de margarine et, selon le cas, en un peu de saucisson ou une cuillerée de fromage blanc.

Intérieur d'un block à Auschwitz.

Si l'appel ne s'est pas prolongé trop tard, il arrive que le travail reprenne jusqu'à 22 h et parfois même jusque tard dans la nuit. Au coup de sifflet final, tous doivent rentrer au block et être couchés endéans la demi-heure. Les blocks sont des baraquements uniformes dont seuls les plus confortables disposent d'un poêle et/ou de fenêtres. Mais dans ces bâtiments vétustes, obscurs et humides, le manque d'hygiène est un vecteur puissant de maladies pour ces êtres contraints de partager leur couchette. Les chambrées sont en effet composées de châlits dont les paillasses étagées sont chacune occupées par deux, voire trois personnes.

Les expériences médicales

Des expériences médicales assassines et contraires à l'éthique sont pratiquées sur des milliers de concentrationnaires. Véritables cobayes humains, les médecins SS leur infligent une série de tests expérimentaux qui se concluent, la plupart du temps, par une mort consécutive aux douleurs et maux infligés.

Certaines études ont pour objectif de permettre d'augmenter les chances de survie des soldats et pilotes allemands. Ainsi des observations de plaies par produits chimiques et relatives à la résistance des corps à l'abaissement de la pression et à la raréfaction de l'oxygène sont-elles fréquemment effectuées.

En lien avec les plans raciaux du régime, certains scientifiques s'adonnent à la vivisection, à la castration et à la stérilisation tandis qu'à Auschwitz, le Dr Mengele, sélectionne des jumeaux pour les soumettre à des expériences insensées en vue de répondre deux fois plus vite à la politique nataliste de Hitler.

Enfin, d'autres recherches portent sur la mise au point et l'évaluation de médicaments ou de traitements de maladies et blessures. C'est dans cette perspective que l'on administre le typhus ou le paludisme à de nombreux malheureux.

Le supplice du bain à Dachau
pour tester la résistance des corps à l'eau froide.

L'extermination : de l'euthanasie aux génocides

La finalité proclamée de l'idéologie nazie est d'ordre racial. Elle prétend établir pour 1 000 ans la prééminence de la race aryenne qu'il s'agit d'abord d'épurer ; sont dès lors visés les Allemands considérés comme indignes de vivre. Son épanouissement exige en outre un espace vital qu'il faudra coloniser, mais aussi l'éradication totale ou partielle des habitants répertoriés parmi les « races inférieures ».

Les ghettos en Europe.

Les centres d'euthanasie

De 1939 à 1941 est menée l'Action T4 qui désigne l'opération d'euthanasie criminelle à l'encontre des Allemands jugés « déficients » et « indésirables » : enfants anormaux, handicapés, patients souffrant de maladies incurables, malades mentaux, inadaptés sociaux, vagabonds, dépressifs, sourds, etc. Ce processus d'extermination s'appuie sur différentes méthodes dont les chambres à gaz mobiles. Officiellement supprimée en été 1941, l'*Aktion* T4 poursuit ses activités sous le nom de code 14f13 jusqu'à la fin de la guerre. Cela entraîne la disparition de tout document officiel, les « actions » sortant du cadre « légal ». L'historien Ian Kershaw, par recoupement avec les chiffres avancés par Ernst Klee, donne le chiffre de 90 000 victimes à ajouter aux 70 000 ou plus de l'action T4. Les chiffres ne tiennent cependant pas compte des euthanasies « sauvages ».

Le château de Hartheim transformé en centre d'euthanasie par les nazis.

Très tôt, Hitler avait manifesté ses intentions dans le domaine de l'hygiène raciale et de l'eugénisme. Dans *Mein Kampf*, il écrit qu'en éliminant 700 ou 800 000 des plus faibles enfants, cela ne pourrait que provoquer un accroissement de la force du peuple allemand. L'euthanasie hitlérienne ne consiste aucunement à abréger les souffrances d'une personne grabataire et à l'aider à mourir dans la dignité mais bien à éliminer les vies dont les nazis estiment qu'elles « ne valent pas la peine d'être vécues ».

En même temps que le démarrage des meurtres par euthanasie, Hitler autorise Heinrich Himmler, le chef de la SS, à établir un Office de la race et du repeuplement, qui est responsable de la « purification » du grand *Reich* et de l'établissement d'un « empire nordique ». Une partie des médecins psychiatres tente de s'opposer à ces mesures, mais Berlin verrouille le système et classe sans suite leurs lettres de plainte. D'autres, par contre, se révèlent particulièrement zélés et s'adonnent volontiers au « nettoyage » de ces « scories humaines » ; ainsi le Dr Josef Arthur Schrek fait-il le vide dans le *Land* de Bade, région du sud-ouest de l'Allemagne, entre la France et la Suisse, où il sera surnommé « la terreur des asiles ».

Les ghettos

Première phase d'un plan d'essence génocidaire, les ghettos sont mis sur pied dès le mois d'octobre 1939. Sans rapport avec les institutions communautaires (*kehillah)* d'avant la guerre, les Conseils juifs chargés d'en assurer l'administration interne font office de paratonnerre au profit des nazis dans un jeu de dupes qui est d'emblée conçu pour les perdre.

Construction des murs du ghetto de Varsovie.

Entre 1933 et 1939, la persécution législative et administrative des Juifs allemands évolue selon trois grandes phases. En 1933, ils sont bannis de la fonction publique, de la vie culturelle et de la pratique de professions libérales. On assiste alors à leur « mort civique ». En 1935, les lois de Nuremberg scellent leur « mort sociale » en interdisant les mariages mixtes et les rapports sexuels entre Juifs et non-Juifs. Enfin, en 1938-1939, ils connaissent en outre une « mort économique » suite à une série de mesures exclusives du monde économique et la systématisation de la spoliation de leurs biens.

Or, à partir d'octobre 1939, les Juifs de la zone polonaise sous contrôle allemand sont internés dans des ghettos hermétiquement fermés. Souvent, ils sont établis dans les quartiers les plus misérables, sans électricité et dans des conditions d'hygiène déplorables. Un immense ghetto complètement coupé du monde est installé à Lodz en avril 1940. Mais le plus grand de tous est celui créé en octobre 1940 à Varsovie où presqu'un demi million de Juifs sont entassés. Très vite la surpopulation génère famine et épidémies qui engendrent de surcroît un nombre impressionnant de morts. À partir de 1942, par trains entiers, les habitants des ghettos sont conduits vers les camps d'extermination. À Varsovie, la résistance armée du ghetto aboutit, le 19 avril 1943, à une insurrection qui, après des combats héroïques, sera noyée dans le sang le 16 mai 1943.

Via la ghettoïsation, les autorités allemandes atteignent plusieurs de leurs objectifs : la concentration des Juifs, la spoliation de leurs biens, l'exploitation de leur force de travail et leur exclusion de la société.

Les *Einsatzgruppen*

Une autre étape importante du plan nazi pour annihiler les Juifs d'Europe est mise en place lors du déclenchement de l'Opération Barbarossa en juin 1941. Bien qu'en totale violation des accords conclus entre les deux pays, cette opération militaire, qui vise l'envahissement de l'Union soviétique, permet à l'Allemagne de pourchasser et massacrer les Juifs des territoires soviétiques occupés. À l'arrière du front de l'Est, quatre unités spécialisées, les *Einsatzgruppen*, divisées en une vingtaine d'*Einsatzkommando* déferlent. Ces groupes d'intervention sont composés de SS, de bataillons de police et d'auxiliaires volontaires recrutés parmi la population locale. Leur mission consiste à purger les territoires conquis des éléments hostiles et/ou indésirables : Juifs surtout, commissaires politiques de l'Armée rouge, otages, aliénés, etc.

Si la ghettoïsation des Juifs est la première phase d'un plan génocidaire, les massacres perpétrés par les *Einsatzgruppen* en sont assurément la première forme. On désigne d'ailleurs souvent cette initiative meurtrière sous le terme de « Shoah par balles ». Les tueurs donnant cependant des signes de névrose, Himmler prescrit alors d'abandonner les fusillades et de recourir à l'usage de camions à gaz pour « épargner la sensibilité de ses hommes ».

En définitive, entre l'été 1941 et l'hiver 1943-1944, ces commandos mobiles se sont rendus responsables de l'assassinat d'environ 2 000 000 de personnes, soit un tiers du nombre total des victimes de la Shoah.

Élimination des Juifs de Liepaja, Lettonie, décembre 1941.

Les camps d'extermination

La Solution finale de la question juive

À l'origine, la persécution des Juifs par les nazis a pour objectif la création d'un État sans Juifs. Toutes les mesures discriminatoires prises à leur encontre visent donc à encourager leur émigration ; et cela fonctionne puisqu'à la veille de la guerre, environ la moitié de la population juive s'est expatriée. Les succès militaires du *Reich* ont néanmoins pour conséquence, du fait de l'expansion territoriale, l'augmentation du nombre de Juifs en terres germaniques.

Dans une première tentative pour sortir de l'impasse, les planificateurs nazis imaginent des projets farfelus de réimplantation des Juifs en des endroits sous leur contrôle. Ainsi le projet de la Réserve de Lublin est-il envisagé. Il est néanmoins vite abandonné car de sa volonté d'être considéré comme une colonie modèle, le district marécageux de Lublin ressemble davantage à un dépotoir. En outre, suite au besoin criant de renforcer l'économie de guerre, la force de travail de ces *persona non grata* éveille de plus en plus l'intérêt.

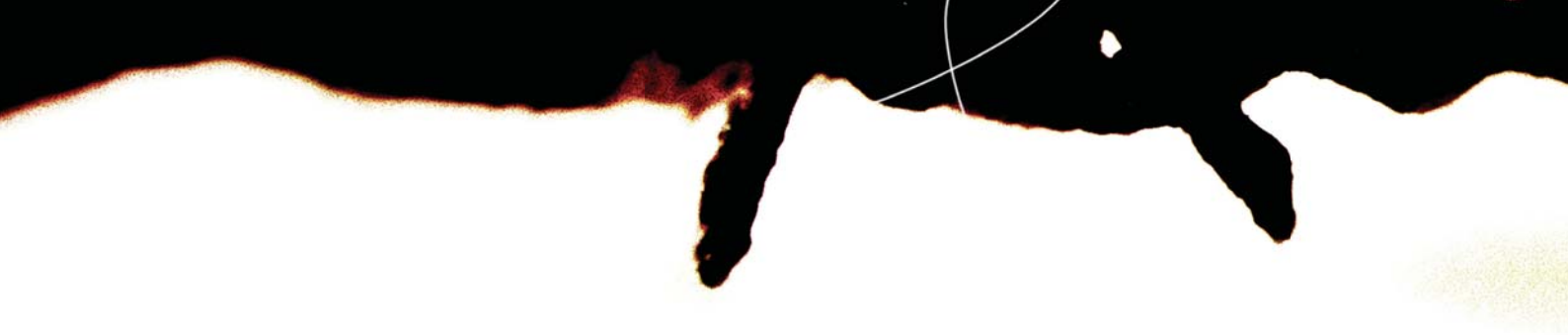
Centre de mise à mort en Pologne occupée.

La victoire allemande sur la France en 1940 ouvre de nouvelles perspectives. On projette maintenant d'éloigner les Juifs en les cantonnant dans les territoires d'outre-mer. Le « plan Madagascar » suscite beaucoup d'enthousiasme chez les dirigeants nazis ; sa réalisation dépend toutefois non seulement d'une défaite française, mais aussi d'une paix de compromis, voire d'une victoire sur les Britanniques. La défaite allemande à la Bataille d'Angleterre marque *de facto* la fin du projet.

Au moment de l'invasion de l'Union soviétique et du début de la Shoah par balles, les intentions de Hitler à l'égard des Juifs se radicalisent : il est désormais question non plus de les expatrier mais bien de les exterminer. C'est d'ailleurs dans cette perspective que les *Einsatzgruppen* mènent leurs opérations. Mais, commencées durant l'été

A.	Altreich		131.800
	Ostmark		43.700
	Ostgebiete		420.000
	Generalgouvernement		2.284.000
	Bialystok		400.000
	Protektorat Böhmen und Mähren		74.200
	Estland	- judenfrei -	
	Lettland		3.500
	Litauen		34.000
	Belgien		43.000
	Dänemark		5.600
	Frankreich / Besetztes Gebiet		165.000
	Unbesetztes Gebiet		700.000
	Griechenland		69.600
	Niederlande		160.800
	Norwegen		1.300
B.	Bulgarien		48.000
	England		330.000
	Finnland		2.300
	Irland		4.000
	Italien einschl. Sardinien		58.000
	Albanien		200
	Kroatien		40.000
	Portugal		3.000
	Rumänien einschl. Bessarabien		342.000
	Schweden		8.000
	Schweiz		18.000
	Serbien		10.000
	Slowakei		88.000
	Spanien		6.000
	Türkei (europ. Teil)		55.500
	Ungarn		742.800
	UdSSR		5.000.000
	Ukraine	2.994.684	
	Weißrußland aus-schl. Bialystok	446.484	
	Zusammen:	über	11.000.000

Note des minutes de la conférence de Wannsee listant le nombre des Juifs concernés par le programme de la Solution finale.



1941, leurs actions meurtrières ne donnent pas entière satisfaction et sont de surcroît quasiment arrêtées en hiver en raison de l'impossibilité de creuser des fosses communes. C'est dans ce contexte que se tient, le 20 janvier 1942, la conférence de Wannsee chargée de trouver une solution finale à la question juive.

C'est vraisemblablement durant la fin de l'année 1940 que la décision de passer à une extermination planifiée, organisée et industrielle est prise. À quel moment précis et de quelle manière exactement ? Aucun document connu ne permet de le déterminer, il est d'ailleurs très probable qu'un tel ordre n'ait jamais été consigné par écrit. La conférence de Wannsee n'a en réalité porté que sur la coordination de la déportation des Juifs d'Europe de l'Ouest, mais surtout sur le rôle directeur de la SS et, plus particulièrement de l'Office central de la sécurité du *Reich* (RSHA) dans la Solution finale. Hitler, qui avait d'abord imaginé vaincre à l'Est avant de régler la question juive, avait finalement décidé de ne pas attendre davantage pour entamer le processus d'extermination. Aussi un premier centre de mise à mort est-il installé en Pologne à Chelmno fin 1941 dans le cadre de l'Opération *Reinhard* qui vise l'assassinat en masse des Juifs du Gouvernement général, partie orientale de la Pologne non annexée au *Reich* qui comprend les districts de Varsovie, Cracovie, Lviv, Lublin et Radom.

Parce qu'il n'existe pas de modèle préexistant, les nazis prévoient de faire l'amalgame de trois programmes auxquels ils ont déjà eu recours : le système concentrationnaire, les expériences d'émigration et l'assassinat au monoxyde de carbone déjà perpétré sur les Allemands handicapés mentaux et physiques. De la combinaison de ces trois éléments résulte la création d'usines de la mort, toutes situées en Pologne. Ce choix géographique est le résultat de contingences historiques et logistiques : historiques car la Pologne est un territoire qui n'a pas seulement été occupé mais bien en majeure partie annexé au *Reich* ; logistiques car il s'agit du pays comptant le plus de ressortissants de confession juive sur son territoire.

Chelmno[13]

Situé à 50 km au nord du ghetto de Lodz, Chelmno est le premier centre de mise à mort à être installé, en novembre 1941, dans les locaux d'un ancien manoir appelé le « château ». Sa fonction est d'éliminer les Juifs du Warthegau et du ghetto de Lodz. Les victimes y sont conduites afin d'y être tuées au moyen de camions de gazage. Arrivés en train, les déportés sont acheminés en camion jusqu'au camp. Là, on les informe qu'ils vont travailler et que leurs vêtements doivent être lavés. Une fois déshabillés, par groupe, ils sont invités à suivre une rampe spéciale qui les conduit alors vers le camion à gaz en passant devant des panneaux indiquant « vers la douche ». Hermétiques, les camions sont équipés d'une porte arrière à double paroi. L'espace intérieur est de quatre à cinq mètres de long, d'environ deux mètres de large et de deux mètres de haut ; il peut accueillir septante personnes. Le chauffeur ferme ensuite la porte et fait tourner le moteur. Après dix minutes environ, les prisonniers commencent à mourir ; le *Sonderkommando* entreprend alors la décharge des corps vers le broyeur d'os destiné à effacer toute trace des cadavres. Le centre fonctionne du 8 décembre 1941 à mars 1943 sans interruption, puis reprend ses activités en avril 1944 en raison de la liquidation du ghetto de Lodz. Il est définitivement abandonné par les nazis durant la nuit du 17 janvier 1945 à l'approche de l'Armée rouge. On estime à minimum 150 000 le nombre de victimes à y avoir été assassinées.

Belzec, Sobibor et Treblinka, les trois camps de l'Opération Reinhard [14]

Parce qu'il n'y a jamais eu à Chelmno d'autres installations meurtrières que les camions de gazage, certains historiens considèrent le site davantage comme une station de véhicules plutôt qu'un centre d'extermination proprement dit. Quoi qu'il en soit, c'est bien dans le cadre de l'Opération *Reinhard* qui prévoit l'élimination des Juifs du Gouvernement général de l'Est que les camps de Belzec, Sobibor et Treblinka sont édifiés.

Belzec

Belzec fonctionne de mars à juin 1942, puis de décembre 1942 à mars 1943 avant d'être détruit par la SS. Déjà en 1940, un camp de travail est installé à Belzec pour construire une ligne de défense antisoviétique. Dans le cadre de l'Opération *Reinhard,* la construction d'un centre de mise à mort commence en novembre 1941 ; son commandant, Christian Wirth, jouit d'une grande expérience en matière d'extermination, il a en effet été un membre actif de *l'Aktion* T4.

13 BOVY D., *Dictionnaire de la Shoah et de la barbarie nazie*, Coll. « Voix de la Mémoire », Luc Pire-Les Territoires de la Mémoire, Liège, 2007, p. 228 ; *Dictionnaire de la Shoah*, sous la dir. de BENSOUSSAN G., DREYFUS J.-M., HUSSON E., KOTEK J., Larousse, Paris, 2009, p.161-163.

14 BOVY D., *Dictionnaire de la Shoah et de la barbarie nazie*, Coll. « Voix de la Mémoire », Luc Pire-Les Territoires de la Mémoire, Liège, 2007, p. 229-231 ; *Dictionnaire de la Shoah*, sous la dir. de BENSOUSSAN G., DREYFUS J.-M., HUSSON E., KOTEK J., Larousse, Paris, 2009, p.131-133, 501-507, 548-557.

Le site de Belzec est installé au cœur du district de Lublin, au centre d'une région riche en villes, villages et communautés juives. Il est de dimensions modestes : 275 m de long sur 263 m de large et compte d'abord trois et puis six chambres à gaz. Elles sont, dans les premiers temps, alimentées en monoxyde de carbone produit par des moteurs d'avions placés à l'extérieur des bâtiments.

Les installations de Belzec sont intégralement détruites au début de l'année 1943 en raison de la décision de poursuivre le programme d'extermination à plus grande échelle encore à Auschwitz. Soucieux de ne laisser aucune trace de leurs activités, les nazis déterrent les cadavres et les brûlent en plein air. Le nombre de victimes décédées à Belzec se situe entre 500 000 et 600 000 personnes.

Sobibor

Contrairement à Chelmno et Belzec, le camp de Sobibor est distant des villages environnants et est de plus grande envergure : non moins de 25 hectares. Les travaux d'édification débutent en mars 1942 et s'achèvent en avril suivant, moment où commencent alors les exécutions de masse. Les victimes, séparées selon leur sexe, déposent leurs biens, les consignent et se déshabillent avant d'être conduites vers trois chambres à gaz alimentées par du monoxyde de carbone produit par des moteurs diesel. Initialement les corps sont enterrés dans des fosses communes, mais ils sont par la suite exhumés pour être incinérés, pratique qui devient dès lors la norme.

En juillet 1943, l'Opération *Reinhard* arrivant à son terme, de centre de mise à mort Sobibor est transformé en un camp de concentration où le travail est axé sur la récupération de métaux et d'explosifs ; officiellement, son statut est celui d'un « camp de transit ».

Fait notable : le 14 octobre 1943, profitant de l'absence du commandant et de quelques officiers SS, le *Sonderkommando* tente une insurrection, abattent une vingtaine de nazis et encouragent les détenus à s'évader ; 53 d'entre eux y parviennent sans être repris. Cet événement clôt l'histoire de ce camp qui est démantelé dans le courant du mois par des prisonniers venus de Treblinka spécialement pour remplir cette tâche. On évalue entre 150 000 et 275 000 le nombre de déportés arrivés à Sobibor. Outre la trop grande marge entre ces chiffres, des transferts ont eu lieu et tous n'ont donc pas été exterminés sur place ; le nombre de morts reste par conséquent impossible à déterminer à la lumière de nos connaissances actuelles.

Treblinka

Treblinka est le troisième camp lié à l'Opération *Reinhard* et le deuxième plus meurtrier avec entre 800 000 et 930 000 Juifs gazés au monoxyde de carbone, de même que 2000 Tsiganes. Situé à 80 km de Varsovie, il est mis en service en juillet 1942 mais est en réalité créé en 1941 en tant que camp de travail destiné à des prisonniers majoritairement polonais dont la main-d'œuvre est exploitée dans la carrière de pierre avoisinante.

Comme pour Sobibor, Himmler ordonne, en hiver 1942-1943, l'ouverture des fosses et la crémation des corps ; les cadavres sont dès lors systématiquement incinérés. Ici également, il est des résistances internes dont la plus spectaculaire est la révolte du 2 août 1943 qui permet l'évasion réussie d'une cinquantaine de personnes. Les chambres à gaz n'ayant pas été endommagées, elles continuent de servir après l'insurrection jusqu'en novembre 1943, date à laquelle le site est rasé et réaménagé en une ferme découverte par l'Armée rouge le 24 juillet 1944.

Panneau d'avertissement sur la route menant au camp.

Les camps mixtes : Auschwitz-Birkenau et Lublin-Maïdanek[15]

Auschwitz-Birkenau

Auschwitz est le plus grand et le plus meurtrier des camps nazis : il s'agit en vérité d'un vaste complexe concentrationnaire réunissant trois camps principaux (Auschwitz I, Auschwitz II-Birkenau et Auschwitz III-Monovitz) et une cinquantaine de kommandos annexes. Son bilan est lourd : 1 000 000 de morts, au moins, pour l'essentiel gazés au zyklon B, un produit plus toxique que le monoxyde de carbone et qui provoque une asphyxie rapide.

Chambre à gaz d'Auschwitz.

Fours crématoires d'Auschwitz.

Zyklon B.

Entrée du camp d'Auschwitz II-Birkenau.

15 BOVY D., *Dictionnaire de la Shoah et de la barbarie nazie*, Coll. « Voix de la Mémoire », Luc Pire-Les Territoires de la Mémoire, Liège, 2007, p. 227-229 ; *Dictionnaire de la Shoah*, sous la dir. de BENSOUSSAN G., DREYFUS J.-M., HUSSON E., KOTEK J., Larousse, Paris, 2009, p.109-116 et 338-339.

Parce qu'Auschwitz I et III sont des camps de travail et qu'Auschwitz II allie à la fois les fonctions d'un camp de concentration et celles d'un centre de mise à mort immédiate, on dit d'Auschwitz qu'il est un camp mixte.

Il s'étend sur 42 km² à une soixantaine de km de Cracovie et fonctionne de mai 1940 à janvier 1945, bien que les premières évacuations débutent en août 1944. Le camp est libéré par les Soviétiques le 27 janvier 1945 et, alors que la plupart des déportés a été évacuée par de tragiques marches de la mort, l'Armée rouge découvre les 7000 grabataires restés sur place.

Lublin-Maïdanek

Situé à 2 km de Lublin, Lublin-Maïdanek est à la fois un camp de prisonniers de guerre, un camp de concentration et un centre d'extermination.

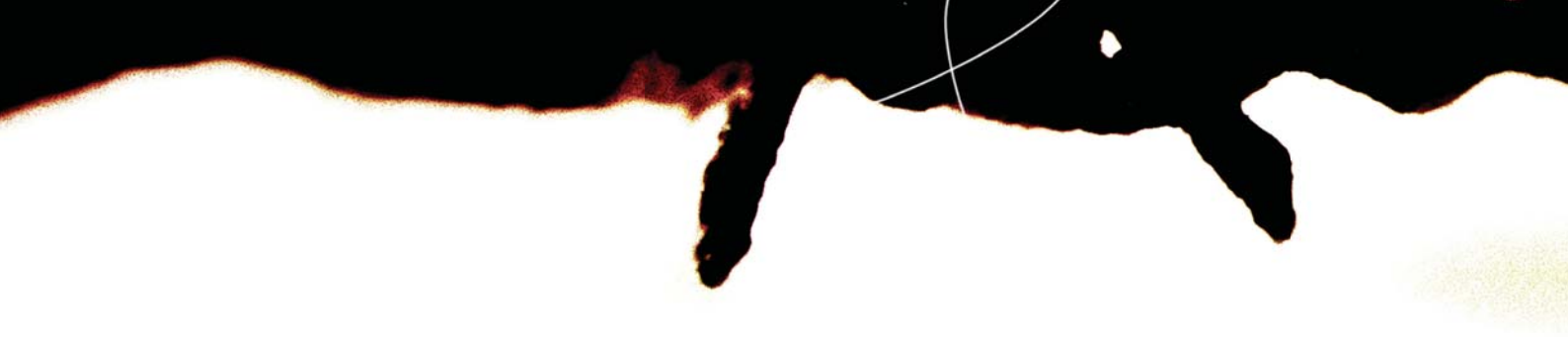
La structure existe depuis septembre 1941 en tant que camp pour prisonniers de guerre, elle est alors gérée par la Waffen-SS au profit de l'industrie allemande ; ce n'est que plus tard qu'il est transformé en un centre d'élimination. En ce lieu, grand de 2,7 km², on tue de différentes façons : fusillades, piqûres de phénol ou d'épivan, gazage au monoxyde de carbone et au zykon B.

On estime à 500 000 le nombre de détenus passés par Lublin-Maïdanek et à environ 253 000 le nombre de décès orchestrés, dont 118 000 juifs. Liquidé depuis juillet 1944, quand les troupes soviétiques arrivent en janvier 1945, seule une partie des infrastructures du camp demeure.

Chambre à gaz de Maïdanek-Lublin.

Vue aérienne du camp de Maïdanek-Lublin.

Crématoires de Maïdanek-Lublin.



La Résistance dans les camps et la résistance à la Shoah

Résistance dans les camps et résistance à la Shoah sont deux facettes des mouvements d'opposition dont la particularité tient à un des versants les plus terribles de la politique nazie. De la protection de Juifs par les « Justes », aux révoltes (révolte dans les camps de Treblinka et de Sobibor en 1943, révolte des *Sonderkommandos* d'Auschwitz-Birkenau en 1944) et actes de sabotage dans les camps de concentration et d'extermination, en passant par l'insurrection du ghetto de Varsovie, on compte plusieurs exemples de soulèvement et d'opposition au projet nazi d'enfermement et de destruction des Juifs et des opposants au régime et à son idéologie.

De nombreuses questions sont aujourd'hui posées : pouvait-on arrêter la Solution finale ? Pourquoi les Alliés n'ont-ils pas bombardé les camps d'Auschwitz et Birkenau ?16 Toutes ces questions, si elles viennent naturellement à notre conscience, sont nourries par nos connaissances et nos réflexions actuelles sur la Shoah et ne peuvent être transposées telles quelles, sans anachronisme, à la période concernée. Nous ne pouvons en effet nourrir l'illusion rétrospective selon laquelle on aurait pu s'opposer aux camps parce que l'on savait ce qui s'y passait pour les prisonniers. On ne peut faire abstraction des situations extrêmement difficiles dans lesquelles les gens se trouvaient à l'époque et de l'énorme effort d'imagination à accomplir pour dépasser sa propre culture, ses habitudes de pensée et les concepts en vigueur à l'époque pour envisager de résister à l'impensable, idées résumées avec justesse par René Char : « L'homme est capable de faire ce qu'il est incapable d'imaginer ».

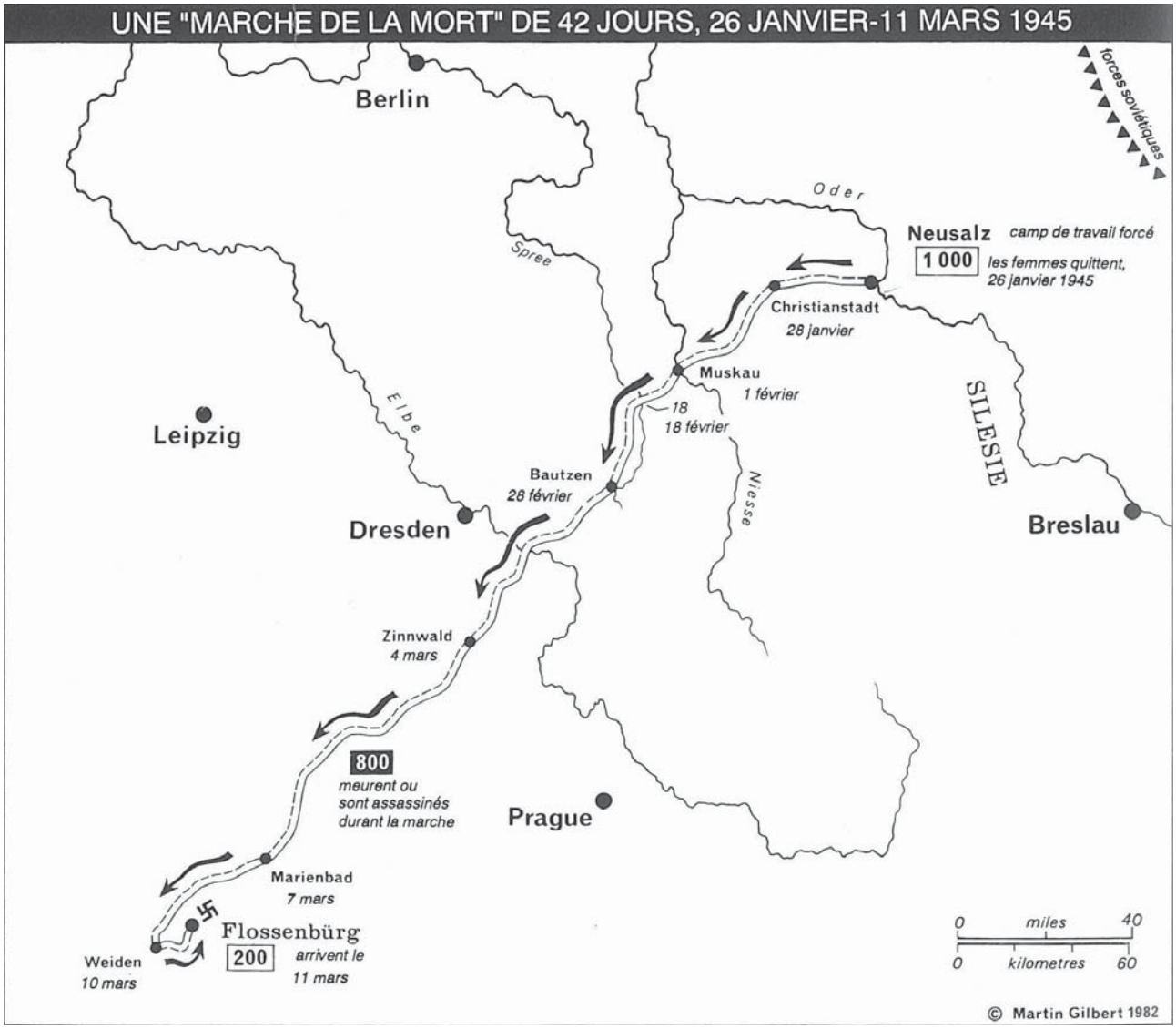
Un exemple d'acte de résistance dans les camps : le fonds photographique de Mauthausen

Des photographies de la vie et des activités du camp de Mauthausen ont pu être rassemblées et portées à la connaissance de tous grâce à un acte de résistance à l'intérieur même du camp. Ces clichés sont en fait des photographies prises par les SS et par le service d'identification du camp. Ce sont principalement les détenus espagnols, notamment ceux employés dans le laboratoire photographique SS (Francisco Boix et Antonio García), qui organisèrent le sauvetage de ces photographies en en faisant des copies et en les cachant dans les divers ateliers où travaillaient des résistants républicains espagnols. Les photos les plus compromettantes pour les SS furent privilégiées, en particulier les assassinats et les humiliations de détenus. Pour faire sortir les photographies du camp, ils firent appel aux jeunes Espagnols du kommando « Poschacher », qui devaient travailler dans les carrières de l'entrepreneur Anton Poschacher à l'extérieur du camp. Malgré le risque énorme de la manœuvre, plus de 2 000 négatifs ont pu être sortis et confiés à Anna Pointner, une résistante autrichienne qui habitait le village de Mauthausen. Bravant le danger pour elle et sa famille, elle dissimula la boîte de négatifs dans le mur de son jardin jusqu'à la fin de la guerre. Cette collection fut récupérée par le groupe des Espagnols tout de suite après la libération et servit de preuve lors du procès de Nuremberg au moment de la comparution comme témoin de Francisco Boix les 28 et 29 janvier 1946. Ces photographies et les déclarations de Boix contribuèrent à la condamnation d'Ernst Kaltenbrunner et d'Albert Speer qui niaient jusque là tout lien avec le camp de Mauthausen. ■■■

16 Le projet de bombarder Auschwitz ou les approches ferroviaires du camp a cependant été formulé, proposition à laquelle Churchill était d'ailleurs favorable, mais ce projet a finalement été étouffé par la Royal Air Force.

7. La libération des camps[17]

17 Notice empruntée à : *Dictionnaire de la Shoah*, sous la dir. de BENSOUSSAN G., DREYFUS J.-M., HUSSON E., KOTEK J., Larousse, Paris, 2009, p.327-329.



Une marche de la mort de 42 jours, 26 janvier-11 mars 1945.

La libération des camps de la mort intervient dans les derniers mois de la guerre à mesure que les armées alliées progressent sur le territoire du *Reich*. Jusqu'à la fin de la guerre, les Alliés privilégient des objectifs militaires et la libération des camps ne constitue pas une priorité. À l'exception de certains camps les plus connus – comme Dachau – les libérations sont souvent le fruit du hasard. À leur arrivée, les Alliés doivent affronter une situation d'urgence humanitaire à laquelle ils ne sont pas véritablement préparés et organiser le rapatriement des déportés politiques et « raciaux » en même temps que celui des prisonniers de guerre, requis du travail obligatoire, etc. Les Alliés occidentaux libèrent les camps de concentration situés en Allemagne tandis que les centres d'extermination où fut perpétrée la Shoah se trouvent dans la zone soviétique. La réalité découverte par les Alliés est d'autant plus complexe que les SS, à mesure de l'avance des Soviétiques, ont transféré une partie des déportés vers les camps situés en Allemagne. Ces déplacements, appelés aussi « marches de la mort » du fait de la surmortalité qu'ils provoquèrent, en mêlant plusieurs catégories de déportés rend d'autant plus difficile la compréhension du système concentrationnaire nazi. À l'arrivée des Alliés, les camps sont surpeuplés et frappés d'épidémies de grande ampleur.

Les premiers camps libérés sont ceux de Maïdanek, par les Soviétiques en septembre 1944 et le camp de concentration du Struthof-Natzweiller, situé en territoire français occupé, en novembre 1944, par les Américains. Le 27 janvier 1945, lorsque les Soviétiques rentrent à Auschwitz-Birkenau, ils n'y trouvent que 7000 survivants : des déportés malades ou ceux qui ont réussi à échapper aux marches de la mort. En partant, les SS ont massacré 600 déportés, détruit les chambres à gaz et les crématoires et cherché à dissimuler les traces de l'extermination des Juifs. En 1943-1944, les centres industriels de mise à mort des Juifs de Sobibor, Treblinka, Belzec, Chelmno en Pologne, ont été démantelés et rasés au sol. À l'Ouest, le 11 avril 1945, la libération par les Américains du kommando d'Ohrdruf, antenne de Buchenwald, marque le premier temps fort de prise de conscience par les Occidentaux des réalités de l'univers concentrationnaire. Le 15 avril, les Britanniques découvrent l'immense charnier à ciel ouvert du camp de Bergen-Belsen vers lequel ont conflué, les semaines précédentes, de nombreux convois en provenance d'autres camps. Depuis le mois de janvier, 35 000 personnes ont péri à Bergen-Belsen du fait de la faim et du typhus. Pendant de nombreuses semaines, après la Libération, les vivants cohabitent avec les morts : il faudra plusieurs semaines pour que les Alliés parviennent à enterrer les morts en dépit de la réquisition de soldats SS et de la Wermarcht. Le dernier grand camp à être libéré est celui de Mauthausen, le 5 mai 1945.

Pour de nombreux déportés, il faudra attendre plusieurs semaines, parfois plusieurs mois avant de regagner leurs foyers. […] ■■■

8. Les Procès du nazisme[18]

18 Notice empruntée à : BOVY D., Dictionnaire de la Shoah et de la barbarie nazie, Coll. « Voix de la Mémoire », Luc Pire-Les Territoires de la Mémoire, Liège, 2007, p. 379-381.

Procès de Nuremberg.

Procès de Nuremberg

Le Tribunal de Nuremberg (International Military Tribunal - IMT) est créé le 8 août 1945 par les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'URSS « *pour juger et punir de façon appropriée et sans délai, les grands criminels de guerre des pays européens de l'Axe* ». Dès octobre 1941, la Grande-Bretagne et les États-Unis décident de juger les crimes de guerre nazis. […]. Le 30 octobre 1943, lors de la Déclaration de Moscou, deux types de « criminels » sont évoqués : d'une part, ceux qui ont commis des crimes en un seul lieu et qui devaient y être ramenés pour y être jugés. D'autre part, ceux qui se sont rendus coupables de crimes dans plusieurs pays – ce sont le fait des hauts responsables – et qui allaient logiquement devoir être jugés par les gouvernements alliés. La base juridique des procès est établie le 6 juin 1945 par le juge Robert H. Jackson et la charte annexée à l'accord de Londres du 8 août 1945 en définit désormais les compétences. La séance d'ouverture de l'IMT a lieu à Berlin le 18 octobre 1945 au siège du Conseil de contrôle allié. L'IMT siège du 20 novembre 1945 au 10 octobre 1946 dans la salle de la Cour d'Assises de Nuremberg. Son objectif principal est de constituer une base documentaire solide sur la barbarie nazie et sur les efforts entrepris par les Alliés pour empêcher la résurgence de la dictature nazie. On y juge les principaux criminels et organisations nazis accusés de : crimes contre la paix : avoir décidé, préparé, organisé la guerre en violation des traités internationaux ; crimes de guerre : avoir violé les règles de la guerre, en exécutant des prisonniers de guerre, par exemple, en ne respectant pas les Conventions de Genève ; crimes contre l'humanité : avoir organisé la déportation et le massacre systématique de populations désarmées, en particulier dans les camps de concentration et d'extermination.

[…]

Les accusés auraient dû être au nombre de 24 mais Ley s'est suicidé dans sa cellule le 25 octobre 1945 et Bormann est introuvable. À propos des Krupp, Gustav, le patriarche n'est pas jugé, l'affaire est classée sans suite. Par contre, le fils, Alfried se retrouve sur les bancs des accusés lors du « procès Krupp » de 1948. Sur les 22 accu-

sés, 12 sont condamnés à mort : Wilhelm Frick, Hermann Goering, Joachim von Ribbentrop, Wilhelm Keitel, Ernst Kaltenbrunner, Alfred Rosenberg, Hans Frank, Julius Streicher, Fritz Sauckel, Alfred Jodl, Arthur Seyss-Inquart ; ils sont exécutés le 16 octobre 1946, sauf Bormann, jugé par contumace et Goering, qui s'était suicidé en cellule. Sept sont condamnés à des peines de prison : Karl Doenitz, Walther Funk (libéré en 1957), Rudolf Hess, Erich Raeder, Albert Speer, Konstantin von Neurath, Baldur von Schirach. Hess se suicide dans sa prison de Spandau en 1987. Trois sont acquittés : Hjalmar Schacht, von Papen et Hans Fritzsche.

Au cours du procès, quatre organisations sont déclarées criminelles : le parti nazi, la SS (milice privée du parti nazi), la SA (milice nazie, plus connue sous le nom de « chemises brunes »), et le SD (*Siecherheitsdienst,* Service de sécurité).

Du 9 décembre 1946 au 13 avril 1949 ont lieu 11 procès devant le Tribunal de Nuremberg établi par le Bureau du gouvernement américain pour l'Allemagne. Ils sont classés en cinq grandes catégories : le procès des médecins (octobre 1946 à août 1947) et des juristes (janvier 1947 à décembre 1947), celui de la SS et des polices (13 janvier 1947 au 3 novembre 1947), celui des financiers et des industriels (Flick, IGF et Krupp, du 3 mai 1947 au 30 juillet 1948), celui des chefs militaires et, enfin, celui des ministres. […].

Avec celui de Francfort, appelé également procès d'Auschwitz (1963), et de Jérusalem (procès d'Eichmann, 1961), les procès de Nuremberg permettent d'effectuer un relevé des crimes commis par le régime nazi depuis ses origines jusqu'à sa chute. L'IMT ne prend cependant pas entièrement compte du génocide en tant que tel. Ces procès ne sont pas sortis de leur cadre juridique et il ne faut pas les considérer au sens strict du terme comme des « leçons d'histoire ». […]. Un des grands mérites de ces procès est d'avoir mis à jour de nombreux documents et archives indispensables à la compréhension des faits historiques.

Crimes de guerre et poursuites judiciaires en Allemagne : quelques repères

À cause de l'occupation alliée, la justice allemande n'a pas pu entreprendre d'actions avant 1950. À partir de cette date jusqu'en 1997, on compte en Allemagne environ 912 procédures judiciaires contre 1 875 personnes. 14 sont condamnées à mort, 150 à la prison à vie et 842 à des peines de prison. De 1950 jusqu'à la création de l'Office Central des Administrations Judiciaires des Länder (Ludwigsburg) en 1958, peu de procédures judiciaires sont entamées. Créé après le procès des *Einsatzgruppen* tenu à Ulm en 1957-1958, son objet est d'effectuer des enquêtes, de réunir des pièces à conviction sur les crimes nazis restés impunis. Cet office a une particularité : il ne peut entreprendre lui-même des poursuites. C'est le rôle du parquet dès qu'il est informé du dossier.

Quelques procès marquent les années 1960 : celui d'Auschwitz à Francfort (Jugement prononcé le 19 août 1965. Sont concernés : les 22 membres du personnel du camp), le procès de dix tortionnaires du camp de Treblinka devant la cour d'Assises de Düsseldorf dont le jugement est prononcé le 3 septembre 1965 et en 1966-1967, celui des responsables de la Solution finale aux Pays-Bas devant la cour d'Assises de Munich. […]. Le 26 novembre 1968, l'assemblée générale de l'ONU adopte la convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Début des années 1970, Beate et Serge Klarsfeld utilisent les médias pour mobiliser la communauté juive de France et pour traquer les anciens nazis qui vivent impunis partout dans le monde. Dans le collimateur des époux Klarsfeld : Kurt Lischka, membre de la Gestapo. Son procès s'ouvre le 23 octobre 1979 à Cologne. Avec lui sont jugés Herbert Hagen, chef du Service des Affaires juives du SD, chef des SS de la police allemande en France à partir de 1942, et Ernst Henrichsohn, membre de la Gestapo […]. Herbert Hagen est condamné à douze ans de prison, Heinrichsohn à six et Kurt Lischka à dix.

Deux ans après, Serge Klarsfeld, assisté de l'historien Maxime Steinberg, obtient, en 1981, du tribunal de Kiel la condamnation à sept ans de Kurt Asche, l'ancien officier SS en charge des affaires juives à Bruxelles, pour complicité d'assassinat d'au moins 10 000 déportés juifs de Belgique. De manière générale, le nombre réduit de personnes jugées et condamnées nous conduit à nous interroger sur les raisons qui font que tous les responsables de la Solution finale n'ont pas été punis. Dieter Pohl élargit le nombre de coupables par rapport à la responsabilité individuelle : « Il n'y a que quelques milliers de condamnés pour meurtres de Juifs. Du point de vue de l'historien, il faut comptabiliser aussi toutes les personnes qui ont préparé, perpétré et soutenu des actions meurtrières. Il s'agit en premier lieu des bureaucrates, qui ont ôté aux juifs leurs moyens d'existence et préparé les déportations comme les évacuations des ghettos ; des policiers, des SS et de soldats, qui ont fusillé des Juifs ou bouclé les lieux d'exécution ; et enfin du personnel des camps

où des Juifs ont été assassinés »[19]. Dans cette manière de voir, l'historien prend en compte le « système organisé » et l'appareil répressif dans son ensemble, ce qui, d'après Dieter Pohl nous amènerait au chiffre estimé de 200 à 250 000 acteurs.

[…] En 1955 et en 1965, les lois de prescription et d'amnistie sont votées. La dénazification a-t-elle dès lors été « tronquée » dans la mesure où de nombreux criminels ont coulé des jours paisibles soit en Allemagne où ils ont entamé ou poursuivi une carrière professionnelle respectable, soit à l'étranger, la guerre froide expliquant, mais en partie seulement, le laxisme des grandes puissances ?

En France

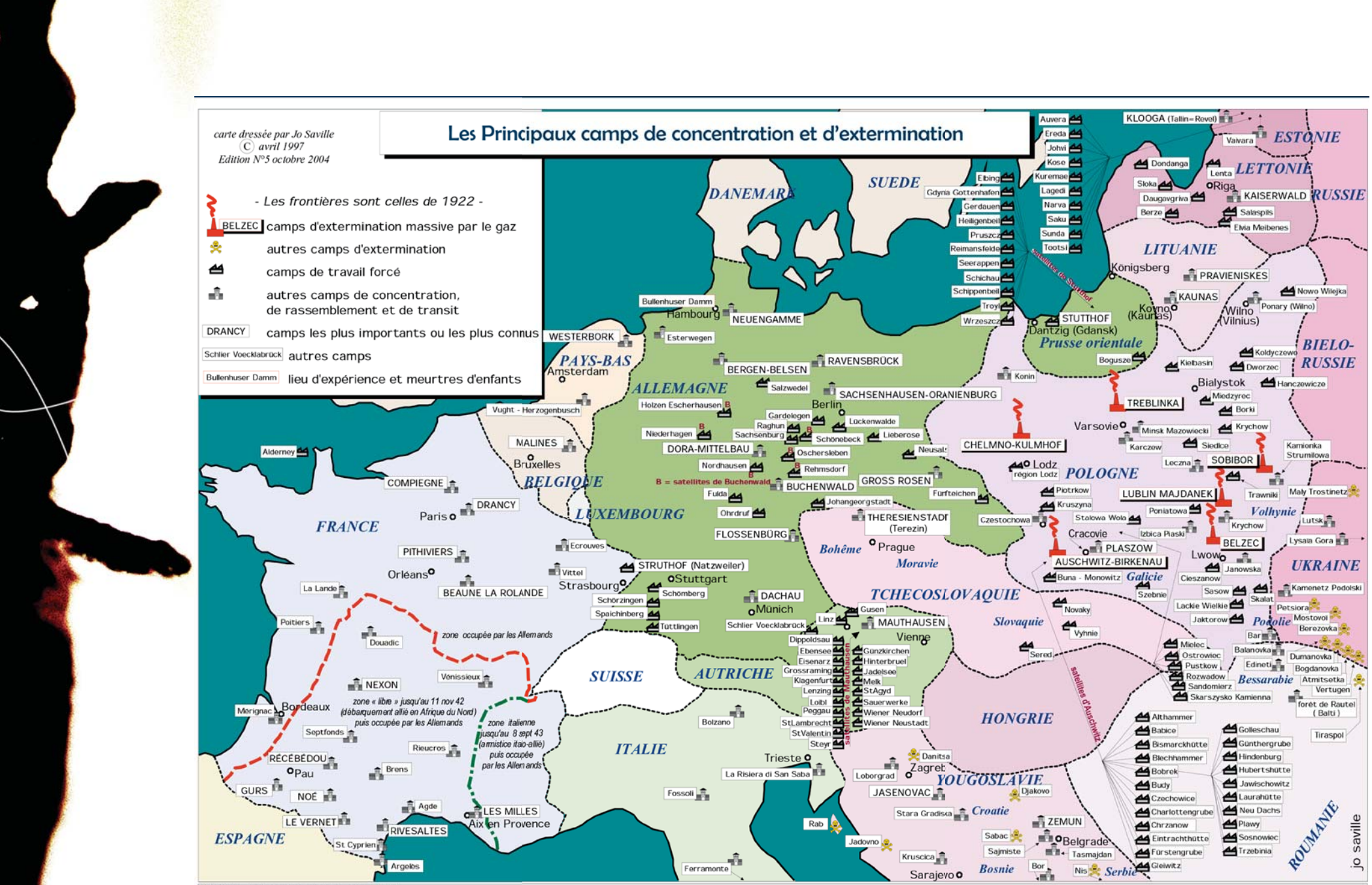
Le 4 juillet 1987, Klaus Barbie, ancien chef de la *Gestapo* de Lyon entre 1942 et 1944, est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour crimes contre l'humanité pour avoir participé à des rafles, des enlèvements et des déportations et surtout, ce fut le fondement de l'accusation, de la déportation des enfants de la maison d'Izieu. Il meurt le 26 septembre 1991 à la prison Saint-Joseph de Lyon. Le procès Barbie est exemplaire en ce sens que c'est la première fois qu'un procès est centré sur la question juive et qu'une personne est condamnée pour crime contre l'humanité.

Le 20 mars 1994, Paul Touvier, ex-chef de la milice de Lyon entre 1943 et 1944, est condamné, pour complicité de crimes contre l'humanité, à la prison à vie. Reconnu coupable de l'exécution de sept otages juifs, il est incarcéré à la maison d'arrêt de Fresnes où il meurt le 17 juillet 1996.

Plusieurs autres procédures ont été entamées. Une contre l'ancien secrétaire général de la police de Vichy, René Bousquet, et une seconde contre son adjoint en zone occupée, Jean Leguay. Elles n'ont pu aboutir du fait de la mort des deux hommes. […] L'ancien préfet Maurice Papon a lui été jugé lors d'un procès retentissant et médiatique. ■■■

19 POHL D., *Holocaust. Die Ursachen-das Geschehen-die Folgen*, Herder, 2000, p. 123-125.

9. Glossaire



Sources: - *Le Calendrier* de Serge Klarsfeld
- *Atlas de la Shoah* de Martin Gilbert (Ed. de l'Aube)
- *Liste des lieux de détention du International Suchdienst* AROLSEN (RFA)
- *Bundesgesetzblatt*, journal officiel allemand, 24/9/1977 et 3/12/1982

Nota: environ 240 camps figurent sur cette carte. Les camps satellites de travail («Kommando») n'apparaissent - partiellement - que pour Auschwitz, Mauthausen, Buchenwald et Stutthof. Ceux, extrêmement nombreux, des autres camps, en Allemagne proprement dite et ailleurs, ont été omis compte tenu de la taille de la présente carte. Ne figurent pas, non plus, les nombreux lieux d'internement comme les prisons, casernes, stades, hôpitaux... , ni les camps français pour Tsiganes, ni les «centres d'euthanasie» allemands.

Anschlüss (Annexion de l'Autriche)

Mot allemand désignant le rattachement politique de l'Autriche à l'Allemagne, accompli le 13 mars 1938 par la volonté d'Hitler.

Asociaux

Catégorie d'individus vivant en marge de la « communauté raciale populaire » (Volk), tels les vagabonds, mendiants, bohémiens, nomades. À partir de juillet 1938, ils furent envoyés en camp de concentration sous le triangle noir afin d'être rééduqués par le travail et « socialisés ».

Camp d'extermination

Ces camps, aussi connus sous le nom de centres de mise à mort, disposaient d'installations permettant l'extermination de personnes à grande échelle. Il y a eu six camps d'extermination : Auschwitz-Birkenau, Belzec, Chelmno, Maïdanek, Sobibor et Treblinka. Tous ces camps étaient situés en Pologne.

Camp de concentration

Camp dans lequel étaient rassemblés, sous surveillance militaire ou policière, soit des populations civiles de nationalités ennemies, soit des minorités sociales, ethniques ou religieuses, soit des prisonniers ou des détenus politiques. Communistes, socialistes, démocrates, Juifs, Tsiganes, Témoins de Jéhovah, homosexuels, asociaux, etc.

Einsatzgruppen

Ce terme désignait les détachements mobiles de la police régulière, de la police secrète et de la Waffen SS chargés de la sécurité et de la collecte de renseignements au-delà des lignes ennemies lors de l'avancée de l'armée allemande au début des campagnes de l'Est. En 1941, elles reçurent l'ordre de massacrer (d'une balle dans la tête) les Juifs membres du parti communiste. Ce dessein allait bientôt s'appliquer à tous les Juifs.

Étoile jaune (en allemand Gelber Stern)

Signe distinctif religieux (étoile à six branches) dont le port fut imposé par les nazis aux Juifs de Pologne dès novembre 1939 et étendu aux Juifs d'Allemagne et des territoires occupés en septembre 1941. Le port de l'étoile jaune était obligatoire dès l'âge de six ans. On parle aussi d'étoile de David (Davidstern) ou d'étoile juive (Judenstern).

Fürher

Mot allemand signifiant « guide ». Titre pris par Hitler en 1934 (par analogie avec le *duce*, Mussolini, en Italie) et que portaient, avec différentes adjonctions, certains dignitaires nazis.

Gestapo

Abréviation de Geheime Staats Polizei (police secrète d'état). Section de la police de sûreté du IIIe *Reich*, elle fut de 1936 à 1945 l'instrument le plus redoutable du régime policier nazi.

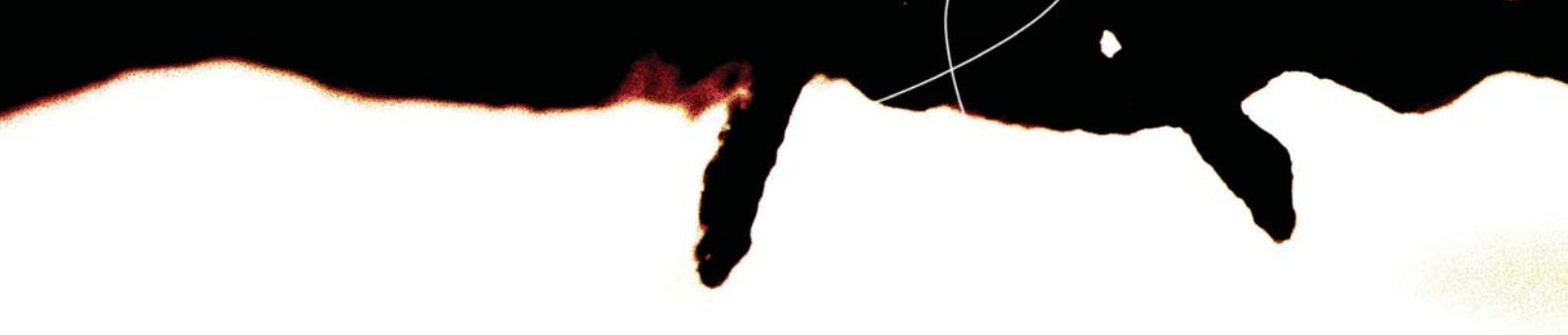
C'est Hermann Goering, alors ministre de l'Intérieur de Prusse, qui crée la Gestapo le 26 avril 1933. Mais les multiples tâches de Goering et une certaine incapacité à les accomplir jusqu'au bout font qu'il va assez vite, passer la main. Goering nomme le chef des SS, Heinrich Himmler, chef adjoint de la Gestapo en Prusse. En fait, dès ce moment, le véritable chef de la Gestapo est Heinrich Himmler. Comme, en même temps, Himmler est chef suprême de la SS, la Gestapo devient rapidement la police politique de l'empire SS.

Goebbels Joseph Paul

Homme politique allemand, journaliste national-socialiste, ministre de la Propagande et de l'Information (1933-1945), il fut chargé par Hitler de la direction de la guerre totale (1944). Il se suicida avec toute sa famille en mai 1945.

Goering, Hermann

Maréchal et homme politique allemand et membre du parti nazi dès 1922, il se consacra à la création de la Luftwaffe (aviation). Condamné à mort à Nuremberg, il se suicida avant son exécution en 1946.



Himmler Heinrich

Homme politique allemand ayant été chef de la Gestapo (1934) et de la police du *Reich* (1938) puis ministre de l'Intérieur (1943). Il se suicida en mai 1945.

Holocauste

Autre terme communément utilisé pour désigner l'extermination des Juifs par les nazis et leurs alliés. Il est plutôt utilisé dans les pays anglo-saxons. On lui préfère le terme hébreu « Shoah ». L'extermination des Juifs d'Europe n'a en effet rien d'un holocauste, qui chez les anciens Grecs et les Hébreux était un sacrifice religieux.

Jeunesse hitlérienne (En allemand Hitlerjugend)

Organisation nationale-socialiste qui fut chargée, dès l'arrivée de Hitler au pouvoir, d'endoctriner et de former militairement les jeunes Allemands. Elle fut organisée par Baldur von Schirach.

Kapo

Mot allemand, emprunté à l'italien « caporal », ou abréviation de Kamerad Polizei, désignant les détenus qui exerçaient une fonction de surveillant, dans les camps de concentration nazis.

KL

Abréviation de Konzentrationslager signifiant « camp de concentration ».

Kommando extérieur

Groupe de prisonniers travaillant et vivant à proximité du camp principal, dans une carrière, une usine, sur un chantier, etc.

Marches de la mort

En pleine déroute militaire, les nazis évacuèrent les camps de l'Est, les plus proches du front et déplacèrent les déportés vers l'intérieur du territoire. Ces marches forcées se déroulèrent dans les pires conditions climatiques et ceux qui ne suivaient pas le pas étaient immanquablement abattus. Des centaines de milliers de déportés périrent ou furent assassinés lors de ces déportations.

Nacht und Nebel (Nuit et Brouillard)

Nom de l'ordonnance signée le 7 décembre 1941 par le maréchal Keitel instaurant un statut spécial pour tous ceux qui, en Europe occidentale, représentaient un danger pour la sécurité de l'armée allemande d'occupation et constituaient de dangereux ennemis du *Reich* (résistants, saboteurs, responsables de réseaux, agents parachutés, etc.). Les « NN » seront transférés en Allemagne « sans laisser de traces ».

Dans sa directive du 12 décembre suivant, Keitel précise : « On ne peut obtenir un effet d'intimidation véritablement effi cace qu'en appliquant la peine de mort ou en employant des mesures telles que ni ses parents ni la population ne connaissent le sort du criminel. »

Nazisme

Doctrine politique du parti NSDAP (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei, abrégé en nazi) exposée par Hitler dans son ouvrage *Mein Kampf* (Mon Combat), paru en 1925-1927. Le nazisme fut la doctrine officielle de l'Allemagne de 1933 à 1945. Ses principes directeurs sont : le pangermanisme (création d'un grand *Reich* qui devait englober tous les pays allemands) ; l'expansionnisme à l'Est (qui devait assurer un espace vital à l'Allemagne au détriment des Slaves) ; le racisme (affirmation de la supériorité de la « race aryenne », qu'il fallait préserver de tout métissage), un antisémitisme virulent (le Juif étant désigné comme le pire ennemi de l'Aryen) ; l'anticommunisme ; le totalitarisme (toute-puissance de l'État) ; l'exaltation de la violence et de la guerre et la mystique du chef, le *Führer* (le « guide »).

Nuit de Cristal

Nom donné aux violences antisémites qui, à l'instigation du parti nazi, embrasèrent, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, la plupart des villes d'Allemagne. L'assassinat, le 7 novembre, à Paris du conseiller d'ambassade Ernst Von Rath, par un jeune Polonais d'origine juive, fournit aux SS et à la Gestapo un prétexte pour déchaîner une violence antisémite de plus en plus mal contenue.

La Nuit de cristal se solde par la mort de 91 Juifs, la destruction de 7 500 boutiques et de plus d'une centaine de synagogues. Ce pogrom est aussi le signal de la déportation de 35 000 Juifs vers les camps de concentration de Dachau, de Sachsenhausen et de Buchenwald. À la suite de la Nuit de Cristal, l'émigration juive s'intensifie vers la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Palestine.

Nuit des Longs Couteaux

Nom donné à la nuit du 29 au 30 juin 1934, durant laquelle Hitler, poussé par Goering et surtout par Himmler, fit arrêter et sommairement exécuter par les SS, les principaux chefs des SA et, plus généralement, tous ceux qui s'étaient opposés au *Führer* par le passé.

Opération T4

Nom de code de l'opération nazie d'euthanasie des handicapés et malades mentaux dont la direction se trouvait au n° 4 de la Tiergartenstrasse, à Berlin.

Prominent

Nom donné aux détenus privilégiés dans les camps nazis.

SA

Abréviation de *Sturm Abteilung* (section d'assaut), formation para-militaire de l'Allemagne nazie, créée en 1921 par Röhm. Les SA perdirent leur importance après l'élimination de Röhm et de plusieurs centaines de ses subordonnés lors de la nuit des Longs Couteaux (30 juin 1934).

SD (Sicherheitsdienst)

Service de renseignements, de sûreté et d'espionnage.

SS

SchutzStafel (échelon de protection). Police militarisée du parti nazi créée en 1925. Dirigée par Himmler, elle permit de briser Röhm et les SA en 1934 (Nuit des Longs Couteaux). Les SS furent chargés de la sécurité intérieure du *Reich* puis, à partir de 1939, du contrôle des territoires occupés. Ils assurèrent également la gestion et la garde des camps de concentration. Ils constituèrent, en outre, à partir de 1940, des unités militaires, dites Waffen SS, troupes de choc engagées dans toutes les offensives et contre-offensives décisives et qui encadrèrent les volontaires étrangers de l'armée allemande.

Shoah

Mot hébreu signifiant « catastrophe » et utilisé de préférence à « Holocauste » pour désigner l'extermination des Juifs d'Europe par les nazis et leurs alliés.

Solution finale (en allemand : Endlösung)

Les dirigeants nazis utilisèrent un langage codé pour camoufler leurs activités criminelles. Ils avaient baptisé l'opération d'anéantissement de la communauté juive, « solution fi nale à la question juive ».

Ce terme fut utilisé pour la première fois lors de la Conférence de Wannsee (20 janvier 1942), conférence au cours de laquelle furent établies par les hauts responsables SS, les modalités de déportation et d'extermination des Juifs d'Europe.

Traité de Versailles

Traité qui mit fin à la Première Guerre mondiale, imposé à l'Allemagne par les Alliés. Ses principales clauses étaient : la restitution des territoires occupés ; la création du « couloir de Dantzig » donnant à la Pologne un accès à la mer ; le remboursement des dommages de guerre et l'interdiction de constituer une nouvelle armée.

Réparations

Ensemble des indemnités exigées de l'Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le principe de réparation avait été posé par le Traité de Versailles (1919), qui déclarait l'Allemagne responsable de tous les dommages subis par les Alliés durant le conflit. Toutefois, en raison des désaccords entre les Alliés (France et Angleterre, principalement) et de la situation économique grave dans laquelle se trouvait l'Allemagne, ce n'est qu'en 1921 que la dette de celle-ci fut finalement fixée à 132 milliards de marks-or. Les Allemands, incapables de payer, demandèrent un moratoire. Pour prendre un « gage productif », les gouvernements français et belges firent occuper la Ruhr (janvier 1923).

Avec difficulté, le gouvernement de Berlin finit par accepter de discuter, mais sur la base d'une diminution des réparations. Le plan Dawes (1924-1930) prévoyait que l'Allemagne verserait pendant cinq ans des annuités progressives. En 1929, le plan Young vint encore alléger la dette. La crise économique mondiale entraîna bientôt la cessation définitive des paiements, sanctionnée en 1932 par la conférence de Lausanne.

Au total, l'Allemagne n'avait versé que quelques 36 milliards de marks-or.

République de Weimar

Nom donné au régime politique de l'Allemagne de 1919 à 1933. La Constitution adoptée à Weimar, en juillet 1919, établissait une république fédérale (de 17 États) et parlementaire, mais des pouvoirs étendus furent accordés au président, élu pour sept ans au suffrage universel et rééligible. Lorsque cette constitution entra en vigueur, l'Allemagne émergeait à peine du chaos dans lequel la défaite et la révolution spartakiste l'avaient plongée. Très vite allait apparaître un courant nationaliste contre-révolutionnaire qui rendait la République responsable de l'humiliation du Traité de Versailles.

Dans une première période (1919-1924), les difficultés économiques (chômage et surtout inflation galopante) favorisèrent l'instabilité politique, les attentats, le séparatisme, les putschs (tel celui d'Hitler en novembre 1923) et l'occupation militaire de la Ruhr par la France (1923).

Une ère d'apaisement s'ensuivit (1924-1930). À la faveur du redressement financier et économique, le calme revint à l'intérieur du pays et, la question des réparations étant provisoirement réglée, le pays put retrouver sa place dans le concert des nations. Le régime de Weimar semblait solidement assis. Mais ce n'était qu'une illusion, que la grande crise économique des années 30 vint dissiper. La république avait en Allemagne des assises trop peu solides pour être en mesure de résister aux coups portés par les nazis.

Le 30 janvier 1933, Hitler, appelé par le Président Hindenburg, arrivait au pouvoir.

Waffen SS

Divisions de combat de la SS créées en novembre 1939 et responsables de nombreux massacres perpétrés sur les populations civiles. Elles recrutèrent également des combattants étrangers (ainsi la division Charlemagne composée de Français). ■■■

10. Crédits photographiques

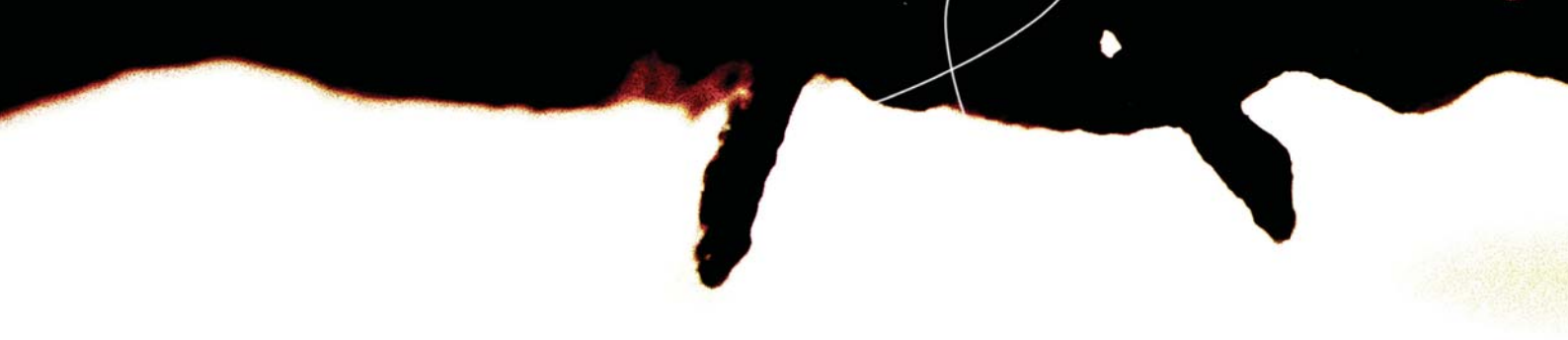


Illustration 1 : « Manifestation en Allemagne d'opposants au Traité de Versailles », publié sur www.annefrankguide.net, consulté le 18 mars 2011.

Illustration 2 : Affiche : « Le coup de poignard dans le dos », Allemagne, avril 1924, dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 41.

Illustration 3 : « 1923. L'inflation donne de nouvelles idées de jeux aux enfants allemands : la pyramide de billets de banque », dans Ph. RAXHON, *Les Territoires de la Mémoire. Le catalogue*, Crédit communal, 1999, p. 44.

Illustration 4-5 : « L'entre-deux-guerres/Crise de la démocratie », dans W. HILGEMANN et H. KINDER, *Atlas historique. De l'apparition de l'homme sur la terre à l'ère atomique*, Perrin, 1997, p. 414.

Illustration 6 : « Les Puissances de l'Axe », publié sur www.annefrankguide.net, consulté le 12 septembre 2012.

Illustration 7 : « L'Europe en 1943 », publié sur www.annefrankguide.net, consulté le 12 septembre 2012.

Illustration 8 : « Couverture de *Mein Kampf* », dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 41.

Illustration 9 : « La Croix gammée (Swastika) », dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 43.

Illustration 10 : « Image d'un livre d'enfant illustré : Le nez juif est crochu, il ressemble à un 6 », dans Der Giftpilz, trad : Le champignon vénéneux, Nuremberg, 1935, publiée sur www.ushmm.org, consulté le 21 avril 2011.

Illustration 11 : Photo de Heinrich HOFFMANN, 1932, dans Ph. RAXHON, *Les Territoires de la Mémoire. Le catalogue*, Crédit communal, 1999, p. 23.

Illustration 12 : « L'Allemagne est une caserne - 1937 » dans Ph. RAXHON, *Les Territoires de la Mémoire. Le catalogue*, éd. Crédit communal, 1999, p. 62.

Illustration 13 : Affiche : « Der ewige Jude », trad : Le Juif éternel, Affiche pour une exposition politique à Munich, 8 novembre 1937 », dans Ph. RAXHON, *Les Territoires de la Mémoire. Le catalogue*, Crédit communal, 1999, p. 71.

Illustration 14 : Illustration : Frauen Warte (magazine illustré du parti nazi destiné aux femmes), publiée sur www.calvin.edu/academic/cas/gpa/fw.htm, consulté le 22 avril 2011.

Illustration 15 : Affiche publicitaire de Léonid pour une marque d'État de poste de radio, 1936, publiée sur www.calvin.edu/academic/cas/gpa/fw.htm, consulté le 22 avril 2011.

Illustration 16 : Affiche, 1940, publiée sur www.calvin.edu/academic/cas/gpa/fw.htm, consulté le 22 avril 2011.

Illustration 17 : Affiche de cinéma : *Triumph des willens*, trad : *Le triomphe de la volonté*, film documentaire de Leni RIEFENSTAHL, 1935, publiée sur www.toutlecine.com, consulté le 12 septembre 2012.

Illustration 18 : Carte « L'Europe nazie en 1942 », d'après LAGROU P., *Géopolitique du refus*, in *Ils ont résisté à Hitler*, *Les collections de l'Histoire*, n° 37, octobre 2007, Paris, p. 33.

Illustration 19 : Photo, « Tito (le bras en écharpe) dans les montagnes du nord du Monténégro en juin 1943 », d'après LAGROU P., *Yougoslavie, Pays-Bas, France… comparaisons européennes*, in *La Résistance sans légende*, dossier in *L'Histoire*, n° 233, Juin 1999, Paris, p. 52.

Illustration 20 : « Un maquis en France », s.d., d'après DREYFUS P., *La tragédie du Vercors*, in *Ils ont résisté à Hitler*, *Les collections de l'Histoire*, n° 37, octobre 2007, Paris, p. 71.

Illustration 21 : « Message du réseau belge de renseignement Tégal (26 août 1944) », d'après HASQUIN H. et JADOULLE J.-L. (dir.), *FuturHist 5e*, éd. Didier Hatier, Namur, 2010, p. 227.

Illustration 22 : « Affiche belge réalisée par Frans van Immerseel (avant octobre 1942) », d'après HASQUIN H. et JADOULLE J.-L. (dir.), *FuturHist 5e*, éd. Didier Hatier, Namur, 2010, p. 226.

Illustration 23 : « Hans et Sophie Scholl et Christoph Probst (Munich, juillet 1942) », d'après BÉDARIDA F., *La solitude des résistants allemands*, in *Ils ont résisté à Hitler*, *Les collections de l'Histoire*, n° 37, octobre 2007, Paris, p. 46.

Illustration 24 : « Claus von Stauffenberg », d'après BÉDARIDA F., *La solitude des résistants allemands*, in *Ils ont résisté à Hitler*, *Les collections de l'Histoire*, n° 37, octobre 2007, Paris, p. 49.

Illustration 25 : Affiche américaine sur la résistance belge (1940-1945), d'après HASQUIN H. et JADOULLE J.-L. (dir.), *FuturHist 5e*, éd. Didier Hatier, Namur, 2010, p. 227.

Illustration 26 : Photo « Jean Moulin photographié par son ami Marcel Bernard (Montpellier, décembre 1939) », d'après *La Résistance sans légende*, dossier in Magazine *L'Histoire*, n° 233, juin 1999, Paris, p. 33.

Illustration 27 : « L'affiche Rouge » (février 1944) : au moment du procès des membres du groupe Manouchian, les Allemands lancent une campagne de propagande. Ils espèrent de cette façon décrédibiliser la résistance, ce qui aura l'effet inverse puisque cette affiche devient immédiatement une icône emblématique de la contribution des étrangers à la résistance française, d'après WIEVIORKA O., *Question sur l'armée des ombres*, in *Ils ont résisté à Hitler*, *Les collections de l'Histoire*, n° 37, octobre 2007, Paris, p. 59.

Illustration 28 : « Le système concentrationnaire », dans E. LEON, J.-P. SCOT, *Le nazisme des origines à 1945*, Armand Colin, 1997, p. 263.

Illustration 29 : « Principaux signes distinctifs des déportés », publié sur http://shoah-solutionfinale.fr/campsc.htm, consulté le 12 septembre 2012.

Illustration 30 : « Train de déportation des Juifs de Slovaquie », dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 184.

Illustration 31 : « Détenus travaillant à l'entretien du camp de Dachau », juin ou juillet 1938, coll. Amicale de Dachau, publié sur www.crdp.ac-creteil.fr, consulté le 27 avril 2011.

Illustration 32 : « Elie Wiesel (7e homme couché sur la 2e rangée en partant du bas) 5 jours après la libération du camp de Buchenwald », le 16 avril 1945, publié sur http://shoah-solutionfinale.fr/campsc.htm, consulté le 12 septembre 2012.

Illustration 33 : « Intérieur d'un block à Auschwitz », Ph. RAXHON, *Les Territoires de la Mémoire. Le catalogue*, éd. Crédit communal, 1999, p. 97.

Illustration 34 : « Le supplice du bain à Dachau… pour tester la résistance des corps à l'eau froide », dans Ph. RAXHON, *Les Territoires de la Mémoire. Le catalogue*, Crédit communal, 1999, p. 125.

Illustration 35 : « Le château de Hartheim transformé en centre d'euthanasie par les nazis », publié sur www.territoires-memoire.be, consulté le 12 septembre 2012.

Illustration 36 : « Les ghettos en Europe », dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 87.

Illustration 37 : « Construction des murs du ghetto de Varsovie », 1940, dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 90.

Illustration 38 : « Principaux lieux de tueries par les *Einsatzgruppen* (juin 1941-novembre 1942) », dans *Dictionnaire de la Shoah*, sous la dir. de BENSOUSSAN G., DREYFUS J.-M., HUSSON E., KOTEK J., Larousse, Paris, 2009, p. VII.

Illustration 39 : « Élimination des Juifs de Liepaja », Lettonie, décembre 1941 », dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 125.

Illustration 40 : « Centre de mise à mort en Pologne occupée », dans *Dictionnaire de la Shoah*, sous la dir. de BENSOUSSAN G., DREYFUS J.-M., HUSSON E., KOTEK J., Larousse, Paris, 2009, p. VIII.

Illustration 41 : « Panneau d'avertissement sur la route menant au camp », dans *La déportation : le système concentrationnaire nazi*, sous la dir. de BÉDARIDA Fr. et GERVEREAU L., Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre, 1995, p. 152.

Illustration 42 : « Maquette du camp de Treblinka », dans *La déportation*, sous la dir. de la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes, Ramsay, Paris, 1994, p. 227.

Illustration 43 : « Note des minutes de la conférence de Wannsee listant le nombre des Juifs concernés par le programme de la Solution finale », dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 141.

Illustration 44 : Photo « Zyklon B », musée d'Auschwitz, photo de Deborah Colombini, Les Territoires de la Mémoire, mai 2010.

Illustration 45 : « Chambre à gaz d'Auschwitz », photo de Deborah Colombini, Les Territoires de la Mémoire, mai 2010.

Illustration 46 : Photo « Fours crématoires d'Auschwitz», photo de Deborah Colombini, Les Territoires de la Mémoire, mai 2010.

Illustration 47 : « Entrée du camp d'Auschwitz II-Birkenau », photo de Deborah Colombini, Les Territoires de la Mémoire, mai 2010.

Illustration 48 : « Chambre à gaz de Maïdanek-Lublin », publié sur www.majdanek.eu, consulté le 12 septembre 2012.

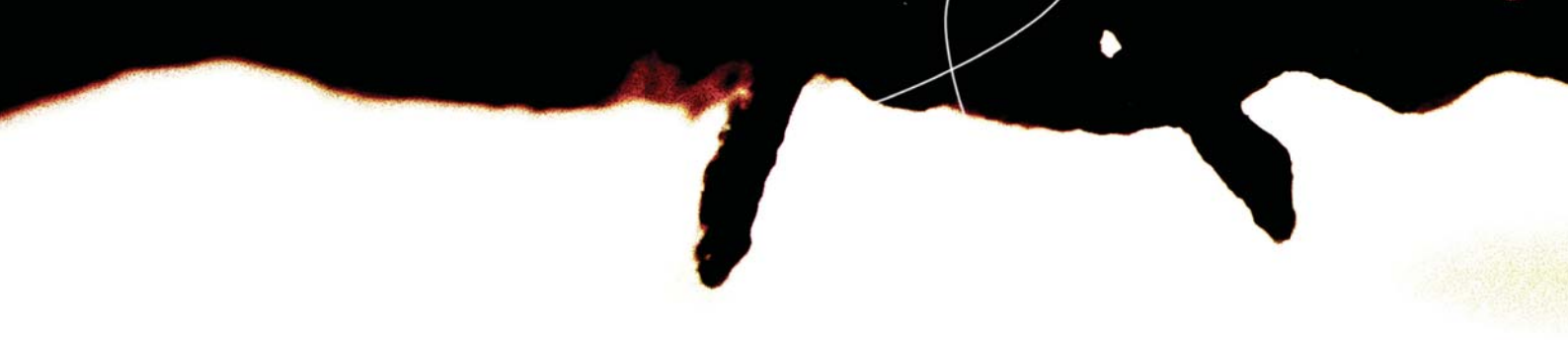
Illustration 49 : « Vue aérienne du camp de Maïdanek-Lublin », publié sur www.majdanek.eu, consulté le 12 septembre 2012.

Illustration 50 : « Crématoires de Maïdanek-Lublin », publié sur www.majdanek.eu, consulté le 12 septembre 2012.

Illustration 51 : « Une marche de la mort de 42 jours, 26 janvier-11 mars 1945 », dans M. GILBERT, *Atlas de la Shoah*, éditions de l'aube/Samuelson, 1992, p. 218.

Illustration 52 : « Procès de Nuremberg », dans *Afin que sache la jeune génération. Shoah et Mémoire à Yad Vashem*, sous la dir. de B. GUTTERMAN et A. SHALEV, éd. Yad Vashem, 2005, p. 269.

11. Bibliographie sélective



- ALY G, *Comment Hitler a acheté les Allemands*, Flammarion, Paris, 2005.
- ALY G. HEIM S., *Les architectes de l'extermination : Auschwitz et la logique de l'anéantissement*, Calmann-Lévy-Mémorial de la Shoah, Paris, 2006.
- ANGEL, Pierre, *Hitler et les Allemands*, Éditions Sociales, Paris, 1982.
- ARON P. et GOTOVITCH J. (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, éd. André Versaille, Bruxelles, 2008.
- BENSOUSSAN G., *Histoire de la Shoah,* coll. « Que sais-je », PUF, Paris, 3e éd : 2006.
- BROWNING C., et alii, *Les Origines de la Solution finale : l'évolution de la politique antijuive des nazis, septembre 1939-mars 1942*, Les Belles Lettres, Paris, 2007.
- BOVY D., *Dictionnaire de la Shoah et de la barbarie nazie,* Coll. « Voix de la Mémoire », Luc Pire-Les Territoires de la Mémoire, Liège, 2007.
- COLOTTI E., *Hitler et le nazisme,* Casterman, Paris, 1994.
- CONTE E. et ESSNER C., *La quête de la race. Une anthropologie du nazisme,* Hachette, Paris, 1995.
- COPERNIK P., *L'ABCdaire de la Résistance*, éd. Flammarion, Paris, 2001.
- *Dictionnaire de la Shoah*, sous la dir. de BENSOUSSAN G., DREYFUS J.-M., HUSSON E., KOTEK J., Larousse, Paris, 2009.
- EISMANN G. et MARTENS S., *Occupation et répression militaire allemandes. La politique de « maintien de l'ordre » en Europe occupée, 1939-1945*, éd. Autrement, Paris, 2007.
- FERRO M., *Dix questions sur la IIe Guerre mondiale,* Casterman, Paris, 1993.
- GROSSER A., *Dix leçons sur le nazisme*, Fayard, Paris, 1976.
- GUYOT A. et RESTELLINI P., *L'art nazi : un art de propagande*, Complexe, Bruxelles, 1996.
- HASQUIN H. et JADOULLE J.-L. (dir.), *FuturHist 5e*, éd. Didier Hatier, Namur, 2010.
- HILBERG R., *La Destruction des Juifs d'Europe,* 3 vol., Folio Histoire-Gallimard, Paris, dernière éd : 2006.
- HILBERG R., *Exécuteurs, victimes, témoins : la catastrophe juive, 1933-1945,* Gallimard, Paris, 1994.
- *Ils ont résisté à Hitler*, *Les collections de l'Histoire*, n° 37, octobre 2007, Paris.
- KERSHAW I., *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, coll. « NRF Essais », Paris, Gallimard, 1995.
- KERSHAW I., *Hitler. 1936-1945 : Némésis*, 2 vol., Flammarion, Paris, 2001.
- KERSHAW I., *Le mythe Hitler. Image et réalité sous le IIIe Reich*, Flammarion, Paris, 2006.
- KERSHAW I., *Qu'est-ce que le* nazisme ? *Problème et perspective d'interprétation*, Folio Histoire, Gallimard, Paris, 1992.
- KOTEK J. et RIGOULOT P., *Le siècle des camps : détention, concentration, extermination, cent ans de mal radical,* Jean-Claude Lattès, Paris, 2000.
- *L'affaire Jean Moulin*, dossier in *L'Histoire*, n° 166, mai 1993, Paris.
- *La déportation,* sous la dir. de la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes, Ramsay, Paris, 1994.
- *La déportation : le système concentrationnaire nazi,* sous la dir. de BÉDARIDA Fr. et GERVEREAU L., Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre, 1995.
- *La Résistance sans légende*, dossier in *L'Histoire*, n° 233, juin 1999, Paris.
- *Larousse de la Seconde Guerre mondiale,* sous la dir. de QUETEL C., Larousse-Mémorial de Caen, Paris-Caen, 2004.
- MARCOT F. (dir.), *Dictionnaire historique de la résistance, Résistance intérieure et France libre*, éd. Robert Laffont, Paris, 2006.
- MOSSE G. L., *Les racines intellectuelles du Troisième Reich. La crise de l'idéologie allemande,* Calmann-Lévy-Mémorial de la Shoah, Paris, 2007.
- POLIAKOV L., *Le mythe aryen. Essai sur les sources cachées du racisme et des nationalismes,* Calmann-Lévy, Paris, 1971.
- POLIAKOV L., *La causalité diabolique,* réed. Calmann-Lévy-Mémorial de la Shoah, Paris, 2006.
- *Revue d'histoire de la Shoah,* n° 183, juillet 2005, « Classer, Penser, Exclure. De l'eugénisme à l'hygiène raciale ».
- RICHARD L, *Le nazisme et la culture*, Complexe, Bruxelles, 2006.
- SEMELIN J., *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe 1939-1945*, éd. Payot, Paris, 1989.
- *Sur la résistance au fascisme, 1940-1945, Le Front de l'Indépendance dans la région de Liège Ourthe/Amblève*, éd. Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale, Liège, 1993.
- VERHOEYEN E., *Résistances et résistants en Belgique occupée, 1940-1944*, in *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. 70, fasc. 2, 1992, Histoire médiévale, moderne et contemporaine, pp. 381-398.

25 €

« Cela restera toujours l'une des meilleures farces de la démocratie d'avoir elle-même fourni à ses ennemis mortels le moyen par lequel elle fut détruite ».

Cette phrase de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du IIIe *Reich*, fait frémir par sa cynique lucidité. Elle rappelle surtout une réalité historique dérangeante mais incontournable : Hitler et son parti sont arrivés au pouvoir en Allemagne par la voie démocratique. Là où d'autres régimes autoritaires, comme les fascistes de Mussolini, firent le coup de force, les nazis, eux, furent amenés aux responsabilités par le suffrage universel. La « farce » dont parle Goebbels fut sinistre : elle impliqua la confiscation des libertés, la répression des dissidences, l'exclusion organisée sur des critères de race fallacieux, jusqu'au paroxysme de l'horreur concentrationnaire.

Ce dossier a pour ambition de faire le point sur le nazisme, son idéologie, son fonctionnement et ses conséquences. ■■■

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

ASBL TERRITOIRES DE LA MEMOIRE

Boulevard de la Sauvenière 33-35
B-4000 LIÈGE

Tél. + 32 (0) 4 232 70 60
Fax + 32 (0) 4 232 70 65

accueil@territoires-memoire.be
www.territoires-memoire.be

www.territoires-memoire.be
www.facebook.com/territoires.memoire

Avec le soutien de la Wallonie, de la Fédération Wallonie - Bruxelles, de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie, de la Province de Liège, de Liège Province Culture, de la Ville de Liège, du Parlement wallon, de Network Research Belgium.